



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE MEURTHE-ET-MOSELLE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Edition n° 34 du 2 novembre 2011

Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés à la préfecture ou auprès des services concernés.

Le recueil peut aussi être consulté :

- sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :
www.meurthe-et-moselle.gouv.fr
- aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,
pendant deux mois à partir du 2 novembre 2011

SOMMAIRE

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES.....	1356
SOUS-PREFECTURE DE BRIEY.....	1356
Arrêté du 21 octobre 2011 portant modification statutaire du Syndicat intercommunal de l'Eau et de l'Assainissement de Crusnes – Errouville.....	1356
Arrêté du 25 octobre 2011 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2012.....	1356
SOUS-PREFECTURE DE TOUL.....	1360
Arrêté du 20 octobre 2011 portant changement de dénomination et mise à jour et modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle de Toul.....	1360
PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1360
CABINET.....	1360
Bureau des polices administratives.....	1360
Dossier n° 20083400 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Nancy.....	1360
Dossier n° 20083732 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Lunéville.....	1361
Dossier n° 20100292 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Pagny-sur-Moselle.....	1361
Dossier n° 20100315 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Houdemont.....	1361
Dossier n° 20110270 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Jarville La Malgrange.....	1362
Dossier n° 20110271 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Tomblaine.....	1363
Dossier n° 20110272 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Tomblaine.....	1363
Dossier n° 20110360 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8 Les Aulnes - 54320 Maxéville et 271 avenue de Boufflers - 54000 Nancy.....	1364
Dossier n° 20110361 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 14 et 14 bis rue René Cassin - 54000 Nancy.....	1365
Dossier n° 20110362 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 2, 4, 6 rue Charles Guérin - 54000 Nancy et 5, 7, 9, 11, 13 rue Georges Chepfer - 54000 Nancy.....	1366
Dossier n° 20110363 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 1, 3, 5, 7 rue Louis Ganne - 54000 Nancy.....	1367
Dossier n° 20110364 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8, 10, 12, 14 rue Georges Chepfer - 54000 Nancy et 17, 19 quai René 2 - 54000 Nancy.....	1368
Dossier n° 20110365 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 1, 2, 3, 4, 6, 6 Bis rue Georges Chepfer - 54000 Nancy et 12, 14 rue de la Madeleine - 54000 Nancy.....	1368
Dossier n° 20110367 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 10 et 26 rue de la Prévoyance - 54000 Nancy.....	1369
Dossier n° 20110368 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 7 et 9 rue d'Epinal - 54000 Nancy.....	1370
Dossier n° 20110369 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8 avenue Mangin - 54000 Nancy.....	1371
Dossier n° 20110370 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 7 avenue Mangin - 54000 Nancy.....	1372
Arrêté n° 235 du 19 octobre 2011 autorisant l'entreprise « LOOMIS France » de Vandoeuvre-lès-Nancy à exercer des activités de transports de fonds et de traitement des valeurs.....	1373
Arrêté n° 46 modifié le 27 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE » à Lexy.....	1373
DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES.....	1374
Bureau des usagers de la route.....	1374
Arrêté modificatif du 27 octobre 2011 relatif à l'agrément d'un gardien de fourrière automobile à Longlaville.....	1374
DIRECTION DE L'ACTION LOCALE.....	1374
Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités.....	1374
Arrêté du 19 octobre 2011 autorisant le syndicat scolaire intercommunal de la Seille à exercer la compétence périscolaire et modifiant les statuts du syndicat en conséquence.....	1374
Arrêté du 28 octobre 2011 prononçant le déclassement d'un ensemble immobilier appartenant à la société nationale des chemins de fer sur la commune de Jarny.....	1376
Bureau des procédures environnementales.....	1376
Arrêté du 20 octobre 2011 prorogeant le délai pour statuer sur la demande régularisation du prélèvement concernant les forages de Moineville, par le syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne, au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.....	1376
Arrêté du 21 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique du projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris sur le territoire de la commune de Nancy, quartier du Haut du Lièvre.....	1377
Arrêté du 24 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux en vue de la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » à Bouxières-aux-Dames.....	1377
DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....	1378
Bureau de l'interministérialité.....	1378
Convention d'utilisation n° 54-2010-77 du 29 septembre 2011 de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service de la Navigation du Nord-Est.....	1378
Convention d'utilisation n° 54-2010-78 du 29 septembre 2011 de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service de la Navigation du Nord-Est.....	1378
Avenant du 3 octobre 2011 à la convention d'utilisation n° 54-2010-03 entre l'administration chargée du domaine et le Service de la Navigation du Nord-Est.....	1379
Avenant du 3 octobre 2011 à la convention d'utilisation n° 54-2010-04 entre l'administration chargée du domaine et le Service de la Navigation du Nord-Est.....	1379
Arrêté du 17 octobre 2011 portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur la demande de création d'un ensemble commercial à Fléville-devant-Nancy - Dossier N° 39-2011.....	1379
Arrêté du 26 octobre 2011 portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur les demandes de création d'un ensemble commercial à Lexy et à Lesmenils - Dossiers N° 40-2011 et 41-2011.....	1380
Arrêté modificatif n° 11.BI.114 du 31 octobre 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet.....	1381
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1381
DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST.....	1381
DIVISION EXPLOITATION DE METZ.....	1381
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-089 en date du 14 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Toul Chaudeney et Toul Dommartin sur A31.....	1381
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-095 en date du 25 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints sur OA sur RN 4 au PR 39+060.....	1383
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54/55-096 en date du 25 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur RN 4 du PR5+000 au PR 7+000.....	1384
Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-097 en date du 26 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'écrans de protection phonique sur l'autoroute A31 à Velaine-en-Haye et Dommartin-lès-Toul.....	1386
AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE.....	1387

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1387
Etablissements de santé.....	1387
Arrêté ARS-DT 54 N° 135/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015.....	1387
Arrêté ARS-DT 54 N° 136/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155.....	1388
Arrêté ARS-DT 54 N° 137/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296.....	1388
Arrêté ARS-DT 54 N° 138/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395.....	1389
Arrêté ARS-DT 54 N° 139/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668.....	1390
Arrêté ARS-DT 54 N° 140/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138.....	1390
Arrêté ARS-DT 54 N° 141/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandœuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286.....	1391
Arrêté ARS-DT 54 N° 142/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072.....	1392
Arrêté ARS-DT 54 N° 143/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéen de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163.....	1392
Arrêté ARS-DT 54 N° 144/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023.....	1393
Arrêté ARS-DT 54 N° 145/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070.....	1394
Arrêté ARS-DT 54 N° 146/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joeuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104.....	1394
DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE.....	1395
Arrêté n° 2011- 375 du 4 octobre 2011 fixant le Programme Pluriannuel de Gestion Du Risque 2010-2013 de la région Lorraine.....	1395
Service produits de santé et biologie.....	1396
Arrêté ARS n° 2011-355 du 23 septembre 2011 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par Messieurs Jérôme FLOREMONT et Loris LANCEREAUX, à TOUL (54200) du centre commercial Saint-Michel rue des Traits de la Ville vers le lieu-dit rue des Traits de la Ville - Licence N°54#001064.....	1396
Arrêté ARS n° 2011-356 du 23 septembre 2011 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie, exploitée par Mme Laurence ROSATI, à Mont-Saint-Martin (54350), du n° 2 rue Pasteur vers le n° 76 rue de la Gare - Licence N°54#001065.....	1396
Arrêté n° 366-2011 du 29 septembre 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) - Autorisation n° 54-87 - N° FINESS Entité juridique : 54 002 262 1.....	1397
Arrêté n° 367-2011 du 29 septembre 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire Saint-Remy » sis au 28 rue de la Pologne - Lunéville (54300) – enregistrée sous le n° 04.....	1398
Arrêté ARS n° 2011-383 du 6 octobre 2011 portant rejet de la demande de transfert d'une officine de pharmacie à Yutz.....	1399
Arrêté ARS n° 2011-394 du 18 octobre 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III ».....	1400
DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE.....	1401
UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1401
Décision du 20 octobre 2011 portant agrément de l'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES - 15 rue de Voise - 54450 Blâmont en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1401
Décision du 20 octobre 2011 portant agrément de l'association MAISON DU TOURISME EN PAYS TERRES DE LORRAINE - 1 place du Général de Gaulle - BP 70135 - 54205 TOUL cedex en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.....	1402
INSPECTION ACADEMIQUE.....	1402
SECRÉTARIAT GÉNÉRAL.....	1402
Arrêté du 30 septembre 2011 accordant subdélégation de signature par l'Inspecteur d'Académie.....	1402
Arrêté du 12 octobre 2011 portant nomination d'un régisseur d'avances et de recettes auprès de la régie d'avances et de recettes des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle.....	1402
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES.....	1403
Décision du 1er septembre 2011 nommant deux nouvelles présidentes à la Commission Départementale des Impôts Directs et de la Taxe sur le Chiffre d'affaires.....	1403
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS.....	1403
Arrêté n° 11.D.D.P.P.73 du 12 septembre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jean-François BOSSU à Essey-lès-Nancy.....	1403
Arrêté n° 11.D.D.P.P.81 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Christelle LAURENT-ADAMUS à Golbey.....	1404
Arrêté n° 11.D.D.P.P.82 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Gauthier GARCON à Verdun.....	1404
Arrêté n° 11.D.D.P.P.83 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion MASSENAVETTE à Vicherey.....	1404
Arrêté n° 11.D.D.P.P.88 du 21 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier FREBY à Vezelize.....	1405
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1405
AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE.....	1405
Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 7 octobre 2011 en formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles.....	1405
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/369 du 10 octobre 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Sponville.....	1406
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/374 du 10 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière d'Avrainville.....	1406
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/376 du 10 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Pagny-derrière-Barine.....	1407
Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/380 du 18 octobre 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Domjevin.....	1407
Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/382 du 19 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bathelemont-lès-Bauzemont.....	1408
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 387 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Jean-lès-Longuyon - Petit Faily - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3273.....	1408
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 388 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Petit Faily - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3282.....	1409
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 389 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mairy-Mainville - Norroy-le-Sec - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3288.....	1409
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 390 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Affleville - Gondrecourt-Aix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3274.....	1410
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 391 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Serrouville - Crusnes - Errouville - Mairy Mainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3280.....	1410
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 392 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Quevilloncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3285.....	1411
Décision 2011/DDT54/AFC/n° 393 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vandeleuille - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3290.....	1412
AMÉNAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1412
Arrêté du 11 octobre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt.....	1412
ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITÉ.....	1413

Arrêté N° 54-2011-00132 du 18 octobre 2011 portant opposition à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la plan d'eau au lieu-dit Sous le Rosel à Villers-sous-Preny.....	1413
Arrêté DDT/EEB/ASS-54-2011-0007 du 20 octobre 2011 mettant en demeure le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt de respecter les échéances de son programme de travaux pour la mise en conformité de la station d'épuration de l'agglomération de Bayon.....	1413
Arrêté n° DDT-Energie-hydraulique 2011/027 du 20 octobre 2011 portant règlement d'eau de l'usine « Moulin Battin » sur la rivière Chiers à Vilette, au titre de l'article r 214-85 du code de l'environnement - commune de Vilette.....	1414
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE.....	1416
SOLIDARITE - INSERTION.....	1416
Arrêté N° DDSC/SI/2011-126 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame PETRY Patricia).....	1416
Arrêté N° DDSC/SI/2011-127 du 18 octobre 2011 modifiant et complétant l'arrêté n° DDSC/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des Mandataires Judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle.....	1417
Arrêté N° DDSC/SI/2011-129 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Monsieur TRAINA Antoine).....	1418
Arrêté N° DDSC/SI/2011-130 du 18 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame BROCARD Agnès).....	1419
Arrêté N° DDSC/SI/2011-131 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame DAHLER Nelly).....	1419
DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....	1420
Arrêté du 26 octobre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la Police Aux Frontières de Meurthe-et-Moselle.....	1420
AUTRES SERVICES.....	1420
RESEAU FERRE DE FRANCE.....	1420
Décision du 28 septembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON.....	1420
CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY.....	1421
Délégation de signature du 11 octobre 2011.....	1421
Délégation de signature du 25 octobre 2011.....	1422
AVIS ET COMMUNICATIONS.....	1423
SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT.....	1423
DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES.....	1423
AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES.....	1423
Unité affaires transversales et contentieux.....	1423
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55422 du 20 octobre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres.....	1423
Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 57653 et 60284 du 21 octobre 2011 1 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Manonville.....	1423
AUTRES SERVICES.....	1423
CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THIONVILLE.....	1423
DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS SOCIALES.....	1423
Avis de concours externe sur titres de cadre de santé pour le recrutement de cadre de santé, filière infirmière, en date du 28 septembre 2011.....	1423

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**SOUS-PREFECTURE DE BRIEY****Arrêté du 21 octobre 2011 portant modification statutaire du Syndicat intercommunal de l'Eau et de l'Assainissement de Crusnes – Errouville**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-1 et suivants;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements et son décret modificatif n°2010-146 du 16 février 2010;

VU l'arrêté préfectoral du 9 octobre 1990 autorisant la création du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes – Errouville;

VU l'arrêté préfectoral du 18 juin 2007 approuvant les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes – Errouville;

VU la délibération du 14 mars 2011 du conseil du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes – Errouville décidant de la modification des statuts du syndicat;

VU la notification aux communes membres le 14 mars 2011;

VU la délibération favorable de la commune de Errouville en date du 31 mars 2011;

VU l'absence de délibération de la commune de Crusnes, valant avis favorable;

VU l'arrêté préfectoral N° 11.BI.70 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à Mme BOEHLER Christine, sous-préfète de BRIEY;

Considérant que les formalités nécessaires à la modification statutaire sont remplies;

ARRETE

Article 1er : Sont approuvés les nouveaux statuts du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes – Errouville, tels qu'annexés au présent arrêté.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, le président du syndicat intercommunal de l'eau et de l'assainissement de Crusnes - Errouville sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à la Directrice Départementale des Finances Publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture.

Briey, le 21 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

Voies et délais de recours : conformément aux dispositions de l'article R421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif dans le délai de deux mois courant à compter de la notification.

Arrêté du 25 octobre 2011 désignant les délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2012

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le Code Electoral, notamment son article L.17,

VU la circulaire ministérielle (Intérieur) n° 69-352 du 21 juillet 1969 portant instructions relatives à la révision des listes électorales,

VU l'arrêté préfectoral en date du 30 août 2011 donnant délégation de signature à Madame Christine BOEHLER, Sous-Préfète de BRIEY,

ARRETE

Article 1er : Les personnes dont les noms suivent sont désignées pour siéger en qualité de délégués de l'Administration au sein des Commissions Administratives chargées de la révision des listes électorales pour l'année 2012 :

Communes	Délégués à l'établissement de la liste par bureau de vote	Délégués à la commission chargée de l'établissement de la liste générale
ABBEVILLE LES CONFLANS	ANCEL Francine	
AFFLEVILLE	CLAUS Roger	
ALLAMONT 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	SAVOYANT Daniel POUILLON Jean-Luc	SAVOYANT Daniel
ALLONDRELLE LA MALMAISON 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	BOLTZ Stéphane LEDOYEN Jean-Pierre	MARIEMBERG Ginette
ANDERNY	BURLEREAUX Jérôme	
ANOUX	POERG Liliane	
AUBOUE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau	FABBRI Arlette JOLAS Jeannine CHECHETTO Michel	FABBRI Arlette
AUDUN LE ROMAN 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	FERY Albert FERY Albert	FERY Albert
AVILLERS	CAPELLINI Chantal	
AVRIL	BIANCONI Valter	
LES BAROCHES 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	ZAVATTIERO Annick GITZINGER Huguette	GITZINGER Huguette

BASLIEUX 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	HIPPERT Yves DELHOTAL Francine	HIPPERT Yves
BATILLY	BURG Valérie	
BAZAILLES	LEONARD René	
BECHAMPS	CHARY Jean-Michel	
BETTAINVILLERS	GALLET Michel	
BEUVEILLE	HENRY Gabrielle	
BEUVILLERS	BODSON Géraldine	
BOISMONT	ROUSSELLE Jean-Marie	
BONCOURT	LABARRE Josiane	
BRAINVILLE	COZE Mireille	
BREHAIN LA VILLE	TANDA Cécile	
BRIEY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau	RESTELLI Eddie PIECZAK Henri KOWALEWSKI Danièle MARCHI Jean	DIETSCH François
BRUVILLE	PERRIN Gérard	
CHAMBLEY BUSSIERES	PAULS Jean-Luc	
CHARENCEY VEZIN	GOBERT Guy	
CHENIERES	GABRIELLI Lydia	
COLMEY	LEMBERT Michaël	
CONFLANS EN JARNISY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	BILLON Christiane BOUCHON Philippe	BILLON Christiane
CONS LA GRANDVILLE	REMER Laurence	
COSNES ET ROMAIN 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau	DURAZZI Eliane MORIN Nicole AUDU Evelynne	ZANON Erminio
CRUSNES 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	GRISSELIN Rosine MASO Charlotte	MAURICE Michel
CUTRY	DAMERVILLE Noëlle	
DAMPVITOUX	GUERARD Gilberte	
DOMPRIX	BONMARIN Yann	
DONCOURT LES CONFLANS	ROBERT Bernard	
DONCOURT LES LONGUYON 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	MARCHAND André ADAM Michel	MARCHAND André
EPIEZ SUR CHIERS	JENTGENS Laurence	
ERROUVILLE	KALINITCHENKO Vitali	
FILLIERES	BERNARD Guy	
FLEVILLE LIXIERES	BAUSCH Georges	
FRESNOIS LA MONTAGNE	LAMINE Michel	
FRIAUVILLE	HENRIOT Yves	
GIRAUMONT	TERRASSON Bernard	
GONDRECOURT AIX	DONNEN Olivier	
GORCY	ANTONUCCI Victor	
GRAND FAILLY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	PERRIN Christelle CHARDOUIN Pierre	LAMINETTE Michel
HAGEVILLE	TISSIER Johan	
HAN DEVANT PIERREPONT	LEFEBVRE Gilles	
HANNONVILLE SUZEMONT	HOCQUET Eimear	
HATRIZE	PERREIRA DA SILVA Serge	
HAUCOURT MOULAIN	GREGOIRE Jacques PIGNOT Gilbert L'HOTEL Gisèle	PIGNOT Gilbert
HERSERANGE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau	NERONE Michel MOITRY Jeannine HOUVAIN Josette	NERONE Michel
HEMECOURT 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau	HANEN Dominique JAMAIN Sylvain BABBI Giacomo STEFINI Bruno	HANEN Dominique

HUSSIGNY GODBRANGE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	RONCONI Daniel VICENZI Yvon	BOURGON Guy
JARNY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau 5 ^{ème} bureau 6 ^{ème} bureau 7 ^{ème} bureau	PETIT Jean-Paul MANN Sylvie CHEBRE Serge LEMOINE Josiane PILLOT Michel ANDRE Jean-Marie PETERLINI Françoise	PETIT Jean-Paul
JEANDELIZE	KIEFFER Jacques	
JOEUF 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau 5 ^{ème} bureau 6 ^{ème} bureau	VAN WEERSTH Jean-Claude CONGNARD Fabienne FISCHER Michel BAGGIO Lydie BERTIN Lorella MASSENET Gérard	KOZLOWSKI Edouard
JOPPECOURT	HENQUINET Maurice	
JOUAVILLE	THOMAS Denis	
JOUDREVILLE	TABAGLIO Christian	
LABRY	LABARRE Daniel	
LAIX	PETIT Daniel	
LANDRES	NEULENS Laurence	
LANTEFONTAINE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	MOURTON Alma KOWALEWSKI Edouard	KOWAKEWSKI Edouard
LEXY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau	MULDER Bernard BRESSAN Sylviane LIGI Alban HABERT Bernard	STEGER Lucien
LONGLAVILLE	MELONI Yves	
LONGUYON 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau	TROGNON Raymond TROGNON Raymond BURTEAUX Michaël GERSON Roger	GALANTINI Bernard
LONGWY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau 5 ^{ème} bureau 6 ^{ème} bureau 7 ^{ème} bureau 8 ^{ème} bureau 9 ^{ème} bureau	LEJEUNE Delphine PEREIRA Claude POMPILIANI Serge JACQUE Sébastien MICHELETTO Claude PROISY Patrick RAULIN André PRANZETTI Madeleine CARETTE Roger	CARETTE Roger
LUBEY	MARTZ Gérard	
MAIRY MAINVILLE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	COMETTI Marcel FOGLIAZZA Sylvie	COMETTI Marcel
MALAVILLERS	DOYEN Jacques	
MANCE	VEGEZZI Claude	
MANCIEULLES	WARIN Patrick	
MARS LA TOUR	GROS Brigitte	
MERCY LE BAS	KOSINSKI Brigitte	
MERCY LE HAUT	COLLIGNON Michel	
MEXY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	AGLAT Fabienne REYTER Corinne	AGLAT Fabienne
MOINEVILLE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	AMOURETTE Yannick KUENTZ Fabien	AMOURETTE Yannick
MONT BONVILLERS	PAQUIN Denis	
MONTIGNY SUR CHIERS 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	SAINT VANNE Jacqueline RAULET Daniel	BAUDRY Camille
MONT SAINT MARTIN 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau 5 ^{ème} bureau 6 ^{ème} bureau	HENROT Claude JORET Christiane RICHARD Michel BOUILLE André HENRY Geneviève PARIS Jacques	PIERROT Gabriel

MORFONTAINE 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	PLUVINET José VIELLE Léandre	LAHURE René
MOUAVILLE	ALBRECH Gabriel	
MOUTIERS 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	KUBARENKO Marie KUBARENKO Marie	KUBARENKO Marie
MURVILLE	CUVILLIER Henriette	
NORROY LE SEC	LANGARD Jacques	
OLLEY	BARTHELEMY Yannick	
ONVILLE	GUENSOLLEN Yann	
OTHE	TOUSSAINT Christine	
OZERAILLES	BERTRAND Pascal	
PETIT FAILLY	HAUTECOUVERTURE Italia	
PIENNES	COUJOUR Nicole	
PIERREPONT	DEGLIN Christian	
PREUTIN HIGNY	RATIVET Régine	
PUXE	DIDIER-BASTARD Sandrine	
PUXIEUX	POROTTI Denise	
REHON 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau	DANLOY Jean-Paul MADOTTO Jean-Marie RICHY Michel BASTIEN Roger	DANLOY Jean-Paul
SAINT AIL	KIELAR Anne-Marie	
SAINT JEAN LES LONGUYON	LEROY Robert	
SAINT JULIEN LES GORZE	TOURMAN Marie-Jeanne	
SAINT MARCEL	CHOQUET Jean-Pierre	
SAINT PANCRE	SAUNIER René	
SAINT SUPPLET	MEYER Jean-Bernard	
SANCY	WASMER Roger	
SAULNES 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	GEORGEN Jacqueline TOME Antonio	DELLA ROSSA Lucien
SERROUVILLE	BURGOS Alfred	
SPONVILLE	COLLON Pierre	
TELLANCOURT	DOINNE Régine	
THIL 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	MIRANDA Séverine FLECHE Silvia	CANONICO Marie-Catherine
THUMEREVILLE	BOULANGER Damien	
TIERCELET	CRIVELLARO Patrice	
TRIEUX 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	HOFFMANN Jean KRIZNIC Jean-Claude	KRIZNIC Jean-Claude
TRONVILLE	PEZEL Christine	
TUCQUEGNIEUX 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	WAWRZYNIAK Marianne GASPAREC Roger	WAWRZYNIAK Marianne
UGNY	LANGARD Alain	
VALLEROY 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau	MUSIOL Jean-Pierre GUARNIERI Béatrice	MORETTI Maurice
VILLE AU MONTOIS	MANZINALI Jean-Paul	
VILLECEY SUR MAD	LEONARD Cécile	
VILLE HOUDLEMONT	LIBOUTON Sylvie	
VILLERS LA CHEVRE	DIMITRIJEVICH Jocelyne	
VILLERS LA MONTAGNE	ARNOULD Gérard	
VILLERS LE ROND	GILLARDIN Eric	
VILLERUPT 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau 4 ^{ème} bureau 5 ^{ème} bureau 6 ^{ème} bureau 7 ^{ème} bureau	POPIELA Marie-Rose POPIELA Marie-Rose RAGUGINI Laura POLSINELLI Mireille POLSINELLI Mireille STEINER Jean-Claude RENELLI Yvon	CREBEC Jean
VILLE SUR YRON	MANGIN Muriel	
VILLETTE	LEMBERT Daniel	
VIVIERS SUR CHIERS 1 ^{er} bureau 2 ^{ème} bureau 3 ^{ème} bureau	DIDIER Chantal LAURENT Francis MATHIOTTE Michel	SERAMOUR Pierre
WAVILLE	PINCHAULT Sylvie	
XIVRY CIR COURT	FLORIMOND Jean-Marc	
XONVILLE	CIVIDINO Rose-Marie	

Article 2 : Mesdames et Messieurs les maires des communes de l'arrondissement de BRIEY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.
Briey, le 25 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
La Sous-Préfète,
Christine BOEHLER

SOUS-PREFECTURE DE TOUL

Arrêté du 20 octobre 2011 portant changement de dénomination et mise à jour et modification des statuts du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle de Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 5711-1 et suivants et L. 5211-1 et suivants ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.109 du 8 septembre 2011 donnant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 juin 1966 autorisant la création du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 décembre 2010 relatif à la transformation dudit syndicat en syndicat mixte à compter du 1er janvier 2011 ;
VU la délibération du 27 juin 2011 du comité du syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle de Toul décidant de modifier ses statuts ;
VU les délibérations favorables du conseil de la communauté de communes du Toulais (30/06/2011) et des conseils municipaux des communes de : Avrainville (29/08/2011), Blénod-les-Toul (12/09/2011), Bulligny (29/07/2011), Crézilles (30/09/2011), Domèvre-en-Haye (21/07/2011), Gondreville (19/09/2011), Minorville (26/07/2011), Moutrot (09/09/2011), Ochev (01/09/2011) et Tremblecourt (26/07/2011) ;
VU les délibérations favorables des conseils municipaux des communes de : Fontenoy-sur-Moselle (22/09/2011), Francheville (20/09/2011) et Jaillon (09/09/2011), à l'exception du transfert de la compétence « portage d'études relatives à l'évolution des services aux publics et à la réalisation d'équipements structurants » ;
VU la délibération favorable du conseil municipal de la commune de Villey-le-Sec en date du 30/09/2011, enregistrée en sous-préfecture postérieurement au terme du délai de consultation ;
VU la délibération défavorable du conseil municipal de la commune de Villey-Saint-Etienne en date du 06/09/2011 ;
CONSIDERANT que l'absence de délibération, dans le délai de trois mois, des conseils municipaux des communes de Manonville et Mont-le-Vignoble vaut avis favorable ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation des communes membres, effectuée en application des articles L. 5711-1, 5211-17 et 5211-20 du code général des collectivités territoriales, la majorité qualifiée définie par ces articles est atteinte » ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat intercommunal pour l'enseignement du 1er cycle de Toul est dénommé « syndicat mixte du Grand Toulais ».

Article 2 : Sont autorisées les mises à jour et modifications des statuts telles que mentionnées dans les statuts approuvés et annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le sous-préfet de Toul, le président du syndicat mixte du Grand Toulais sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au président de la communauté de communes du Toulais, à chacun des maires des communes concernées et à la directrice départementale des finances publiques et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Toul, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Toul,
Hubert ESPIASSE

PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

CABINET

Bureau des polices administratives

Dossier n° 20083400 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 3 avril 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé 45 rue de la RAVINELLE, présentée par M. le directeur régional de « CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK » ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le directeur régional de « CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK » est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083400.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé.

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. le directeur régional de « CREDIT AGRICOLE CORPORATE & INVESTMENT BANK » ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20083732 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Lunéville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1997 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue BOUTET DE MONVEL, 54300 LUNEVILLE, présentée par M. Francesco NATALE, Président Directeur Général du centre commercial Edouard LECLERC ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Francesco NATALE, Président Directeur Général du centre commercial Edouard LECLERC est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20083732.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé.

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Francesco NATALE, Président Directeur Général du centre commercial Edouard LECLERC ainsi qu'au Maire de LUNEVILLE.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20100292 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Pagny-sur-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé rue Anatole FRANCE, 54530 PAGNY SUR MOSELLE, présentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100292.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé.

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Commandant du Groupement Départemental de Gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL ainsi qu'au Maire de la commune de PAGNY SUR MOSELLE

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20100315 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant modification d'un système de vidéoprotection à Houdemont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment son article 10 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU l'arrêté préfectoral du 15 juin 2010 portant autorisation pour l'installation d'un système de vidéoprotection ;
VU la demande de modification d'un système de vidéoprotection autorisé situé RN 57, Lieu-Dit « LA FOSSE », 54180 HOUEMONT, présentée par M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté, à l'adresse sus-indiquée, à modifier l'installation de vidéoprotection, conformément au dossier annexé à la demande enregistrée sous le n° 20100315.

Cette modification intervient sur l'installation de vidéoprotection précédemment autorisée par arrêté préfectoral du 15 juin 2010 susvisé.

Article 2 – Le reste des dispositions prévues par l'arrêté susvisé demeure applicable.

Article 3 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Emmanuel SOLOFRIZZO, directeur régional de la société LIDL ainsi qu'au Maire de la commune de HOUEMONT.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110270 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Jarville La Malgrange

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation présentée par M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, pour l'installation d'un système de vidéoprotection situé 6 rue Jean-Philippe RAMEAU, 54140 JARVILLE LA MALGRANGE ;

VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110270.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY, responsable d'agence.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, ainsi qu'au Maire de Jarville-la-Malgrange.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110271 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée, pour l'installation d'un système de vidéoprotection, par M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, situé aux numéros 1,3,5,7,9 de la rue DIDEROT, 54510 TOMBLAINE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – Monsieur le responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110271.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY, responsable d'agence.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, ainsi qu'au Maire de Tomblaine.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110272 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à Tomblaine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation présentée, pour l'installation d'un système de vidéoprotection, par M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, situé 2 rue ROBESPIERRE, 54510 TOMBLAINE ;
VU l'avis émis par la Commission Départementale de Vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet ;

ARRETE

Article 1er – M. le responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre à l'adresse sus-indiquée, un système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 20110272.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Autres (FRAUDE). Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système sera conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public sera informé dans l'établissement cité à l'article 1er, par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, à chaque point d'accès du public, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de M. Christophe DETHOREY responsable d'agence.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables et après mise en demeure de l'intéressé, la présente autorisation pourra être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés, et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé ou de sa publication au document précité.

Article 11 – La présente autorisation devra faire l'objet d'une demande de renouvellement dans un délai de quatre mois au moins avant l'échéance de la dite autorisation.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié à M. Patrick DOMBROWSKI, responsable du territoire sud pour MEURTHE-ET-MOSELLE HABITAT, ainsi qu'au Maire de Tomblaine.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110360 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8 Les Aulnes - 54320 Maxéville et 271 avenue de Boufflers - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

8 LES AULNES, 54320 MAXEVILLE

271 AVENUE DE BOUFFLERS, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0360.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'aux Maires de MAXEVILLE et NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110361 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 14 et 14 bis rue René Cassin - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

14 et 14 bis rue RENE CASSIN, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0361.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110362 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 2, 4, 6 rue Charles Guerin - 54000 Nancy et 5, 7, 9, 11, 13 rue Georges Chepfer - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

2, 4, 6 rue CHARLES GUERIN, 54000 NANCY

5, 7, 9, 11, 13 rue GEORGE CHEPFER, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0362.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110363 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 1, 3, 5, 7 rue Louis Ganne - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

1, 3, 5, 7 rue LOUIS GANNE, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0363.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110364 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8, 10, 12, 14 rue Georges Chepfer - 54000 Nancy et 17, 19 quai René 2 - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :
8, 10, 12, 14 rue GEORGE CHEPFER, 54000 NANCY
17, 19 quai RENE 2, 54000 NANCY
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0364.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110365 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 1, 2, 3, 4, 6, 6 Bis rue Georges Chepfer - 54000 Nancy et 12, 14 rue de la Madeleine - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

1, 2, 3, 4, 6, 6 BIS rue GEORGE CHEPFER, 54000 NANCY

12, 14 rue de la MADELEINE, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

AR R E T E

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0365.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110367 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 10 et 26 rue de la Prévoyance - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

10 et 26 rue de la PREVOYANCE, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

AR R E T E

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0367.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans : une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110368 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 7 et 9 rue d'Epinal - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;

VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;

VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;

VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;

VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :

7 et 9 rue d'EPINAL, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0368.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110369 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 8 avenue Mangin - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;

VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :
8 avenue MANGIN, 54000 NANCY

VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;

SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0369.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'y ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Dossier n° 20110370 – Extrait de l'arrêté du 17 octobre 2011 portant autorisation d'un système de vidéoprotection à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes : 7 avenue Mangin - 54000 Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 d'orientation et de programmation modifiée, relative à la sécurité, notamment ses articles 10 et 10-1 ;
VU le décret n° 96-926 du 17 octobre 1996 modifié, relatif à la vidéoprotection, pris pour l'application de l'article 10 de la loi modifiée susvisée ;
VU les décrets n° 97-46 et n° 97-47 du 15 janvier 1997 relatifs aux obligations de surveillance incombant à certains propriétaires exploitants ou affectataires de locaux professionnels ou commerciaux, de garages ou de parcs de stationnement ;
VU l'arrêté ministériel du 3 août 2007 portant définition des normes techniques des systèmes de vidéoprotection ;
VU la circulaire du 3 août 2007 annexée à l'arrêté susvisé ;
VU la circulaire ministérielle n° INT/D/09/00057/C du 12 mars 2009 relative à l'application des articles 10 et 10-1 de la loi n°95-73 modifiée susvisée ;
VU la demande d'autorisation d'installation d'un système de vidéoprotection présentée par M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, à l'intérieur d'un périmètre délimité géographiquement par les adresses suivantes :
7 avenue MANGIN, 54000 NANCY
VU l'avis émis par la Commission Départementale de vidéoprotection en sa séance du 06 septembre 2011 ;
SUR la proposition de la Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet

ARRETE

Article 1er – M. le Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy est autorisé, pour une durée de cinq ans renouvelable, dans les conditions fixées au présent arrêté à mettre en œuvre, le système de vidéoprotection conformément au dossier présenté, annexé à la demande enregistrée sous le numéro 2011/0370.

Le système considéré répond aux finalités prévues par la loi :

Sécurité des personnes, Prévention des atteintes aux biens, Protection des bâtiments publics.

Il ne devra pas être destiné à alimenter un fichier nominatif.

Le système doit être conforme aux normes techniques fixées par la réglementation en vigueur.

Article 2 – Le public devra être informé de ce dispositif par une signalétique appropriée :

- de manière claire, permanente et significative, de l'existence du système de vidéoprotection et de l'autorité ou de la personne responsable, notamment pour le droit d'accès aux images des conditions dans lesquelles il peut exercer son droit d'accès aux enregistrements.

- l'affichette mentionnera les références de la loi et du décret susvisés et les références du service et de la fonction du titulaire du droit d'accès ainsi que le numéro de téléphone auquel celui-ci sera joignable.

Le droit d'accès aux images pourra s'exercer auprès de Mme CARTURAN Nathalie, Directrice Adjointe de la Proximité.

Article 3 – Hormis le cas d'une enquête de flagrant délit, d'une enquête préliminaire ou d'une information judiciaire, les enregistrements seront détruits dans un délai maximum de 15 jours.

Article 4 – Le titulaire de l'autorisation devra tenir un registre mentionnant les enregistrements réalisés, la date de destruction des images et, le cas échéant, la date de leur transmission au Parquet.

Article 5 – Le responsable de la mise en œuvre du système devra se porter garant des personnes susceptibles d'intervenir dans l'exploitation ou le visionnage des images, ainsi que dans la maintenance du système mis en place. Des consignes très précises sur la confidentialité des images captées ou/et enregistrées et des atteintes à la vie privée qu'elles peuvent éventuellement impliquer seront données à toutes les personnes concernées.

Article 6 – L'accès à la salle de visionnage, d'enregistrement et de traitement des images, devra être strictement interdit à toute personne n'ayant pas une fonction précise ou qui n'aura pas été préalablement habilitée et autorisée par l'autorité responsable du système ou de son exploitation.

Article 7 – Le droit d'accès aux informations enregistrées est réglé par les dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et les articles 14 et 15 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés.

Article 8 – Toute modification présentant un caractère substantiel devra faire l'objet d'une déclaration auprès des services préfectoraux (notamment changement d'activité dans les lieux protégés - changement dans la configuration des lieux - changement affectant la protection des images).

Article 9 – Sans préjudice des sanctions pénales applicables, la présente autorisation, pourra après que l'intéressé aura été mis à même de présenter ses observations, être retirée en cas de manquement aux dispositions des articles 10 et 10-1 de la loi du 21 janvier 1995 et de l'article 13 du décret du 17 octobre 1996 modifiés susvisés et en cas de modification des conditions au vu desquelles elle a été délivrée.

Cette autorisation ne vaut qu'au regard de la loi n° 95-73 du 21 janvier 1995 modifiée susvisée. Elle est délivrée sans préjudice d'autres procédures éventuellement applicables (code du travail, code civil, code pénal...).

Article 10 – La présente autorisation sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Elle pourra faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la date de sa notification à l'intéressé(e) ou de sa publication au document précité.

Article 11 – Le système concerné devra faire l'objet d'une nouvelle autorisation administrative préalable au terme du délai des cinq ans. Une nouvelle demande devra être présentée à la Préfecture quatre mois avant l'échéance de ce délai.

Article 12 – La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet du Préfet et le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un exemplaire sera notifié à M. David LAGREE, Directeur de la Proximité et de la Commercialisation à l'Office Public de l'Habitat de Nancy, ainsi qu'au Maire de NANCY.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

Arrêté n° 235 du 19 octobre 2011 autorisant l'entreprise « LOOMIS France » de Vandoeuvre-lès-Nancy à exercer des activités de transports de fonds et de traitement des valeurs

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU le décret n° 86-1099 du 10 octobre 1986 relatif à l'utilisation des matériels, documents, uniformes et insignes des entreprises de surveillance et de gardiennage, transport de fonds et protection de personnes ;

VU le décret n° 2000-376 du 28 avril 2000 relatif à la protection des transports de fonds ;

VU l'arrêté n° 184 du 11 octobre 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise de transport de fonds et de traitement des valeurs à l'enseigne « LOOMIS France » sise 3 allée de Vincennes à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) ;

VU l'arrêté n° 2011-2189 du préfet de la Seine-Saint-Denis portant autorisation de fonctionnement à l'entreprise de transport de fonds « LOOMIS France », sise 20 rue Marcel Carné, ZAC du Marcreux à AUBERVILLIERS (93300) ;

VU la demande et les justificatifs présentés par Mme Laurence BALDINI, responsable conformité réglementaire de LOOMIS France, faisant état de l'augmentation de capital porté à 59 675 001 euros, du transfert de siège social à AUBERVILLIERS, 20 rue Marcel Carné, et de la nomination de M. Michel TRESCH en qualité de président de la société ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 184 du 11 octobre 2007 portant autorisation d'exploiter une entreprise de transport de fonds et de traitement des valeurs à l'enseigne « LOOMIS France » est abrogé.

Article 2 : L'entreprise « LOOMIS France » sise 3 allée de Vincennes à VANDOEUVRE-LES-NANCY (54500) est autorisée à exercer les activités de transport de fonds et de traitement des valeurs à compter de la notification du présent arrêté.

Article 3 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Michel TRESCH, président de la société « LOOMIS France ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale,
- au maire de VANDOEUVRE-LES-NANCY,
- au président du tribunal de commerce de NANCY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB : En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB : Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

Arrêté n° 46 modifié le 27 octobre 2011 portant autorisation d'exercer l'activité de gardiennage à la société « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE » à Lexy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 83-629 du 12 juillet 1983 réglementant les activités privées de surveillance, de gardiennage, de télésurveillance et de transport de fonds, notamment son article 7 ;

VU la loi n° 2003-239 du 18 mars 2003 pour la sécurité intérieure ;

VU la loi n° 2011-267 du 14 mars 2011 d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure ;

VU le décret n° 86-1058 du 26 septembre 1986 relatif à l'autorisation administrative et au recrutement des personnels des entreprises de surveillance et de gardiennage, de télésurveillance, de transport de fonds et de protection de personnes, notamment ses articles 1 et 6 ;

VU l'arrêté n° 46 du 7 juin 1988 modifié le 30 avril 2008 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE » à LEXY (54720), 2 rue du Cochet ;

VU l'extrait original du registre du commerce et des sociétés, reçu en préfecture le 24 octobre 2011, par lequel le représentant légal de la société « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE » informe du changement de gérant ;

ARRETE

Article 1er : L'arrêté n° 46 du 7 juin 1988 modifié le 30 avril 2008 portant autorisation d'exploiter une entreprise de surveillance et de gardiennage à l'enseigne « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE » est modifié comme suit :

« Article 2 – La gérance de l'entreprise sera désormais exercée par M. Grégory MAZZOLENI, unique gérant.

Article 2 : La sous-préfète, directrice de cabinet du préfet est chargée de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à M. Grégory MAZZOLENI, dirigeant de la société « INTER SURVEILLANCE ASSISTANCE ».

Copie du présent arrêté sera transmise :

- au directeur départemental de la sécurité publique,
- au commandant du groupement de gendarmerie départementale,
- au maire de LEXY,
- au président du tribunal de commerce de BRIEY.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 27 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet,
La Sous-Préfète, Directrice de Cabinet,
Magali DAVERTON

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Si vous souhaitez contester la présente décision administrative, vous avez la possibilité de former :

Soit un recours administratif dans les 2 mois courant, à compter de sa notification sous une des deux formes :

- soit un recours gracieux adressé à M. le Préfet de Meurthe-et-Moselle – 1 rue Préfet Claude Érignac – CO 60031 – 54038 NANCY CEDEX ;
- soit un recours hiérarchique adressé à M. le Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer, des Collectivités territoriales et de l'Immigration – Direction des libertés publiques et des affaires juridiques – Sous-direction du conseil juridique et du contentieux – Bureau du contentieux des polices administratives – Place Beauvau – 75800 PARIS CEDEX 08.

NB: En l'absence de réponse de l'administration dans un délai de deux mois à compter de la date de réception du recours, celui-ci doit être considéré comme implicitement rejeté.

Soit un recours contentieux, dans ce même délai :

- ce recours seul adressé à Mme la Présidente du Tribunal administratif de Nancy – 5 place de la Carrière – 54036 NANCY CEDEX.

NB: Ce recours juridictionnel doit être déposé au plus tard avant l'expiration du 2ème mois suivant la date de notification de la décision contestée. Ce délai est prorogé de 2 mois supplémentaires à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique.

DIRECTION DES LIBERTES PUBLIQUES

Bureau des usagers de la route

Arrêté modificatif du 27 octobre 2011 relatif à l'agrément d'un gardien de fourrière automobile à Longlaville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la route, notamment ses articles L 325-1 à 13 et R 325-12 à 52 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005, relatif à la mise en fourrière et modifiant le code de la route (partie réglementaire) ;

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, la mise en fourrière et la destruction des véhicules terrestres ;

VU l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2011 par lequel j'ai renouvelé l'agrément en qualité de gardien de fourrière automobile de M. Christian INGEBERT, gérant de la SAS INGEBERT située rue René Picard - 54810 LONGLAVILLE ;

VU le changement de gérant intervenu au sein de la SAS INGEBERT ;

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Agrément du gardien de fourrière :

L'article 1 de l'arrêté du 6 janvier 2011 est remplacé par les dispositions suivantes :

Emmanuel PAGELOT, gérant de la SAS INGEBERT, est agréé pour exercer les fonctions de gardien de la fourrière automobile située rue René Picard 54810 LONGLAVILLE conformément aux dispositions de l'article R.325-24 du code de la route. Cet agrément est personnel et incessible.

Article 2 : Agrément des installations de la fourrière :

Les installations de la fourrière mentionnées à l'article 1 ci-dessus sont agréées pour recevoir les véhicules automobiles mis en fourrière ;

Article 3 : Durée de l'agrément et renouvellement :

L'agrément visé à l'article 1 est accordé pour une période de cinq ans à compter de la date de l'arrêté du 6 janvier 2011.

Le renouvellement devra être sollicité par M. Emmanuel PAGELOT quatre mois avant l'échéance des dispositions de l'arrêté mentionné ci-dessus soit le 6 septembre 2015.

L'agrément sera reconduit dès lors que les conditions de cet agrément auront été respectées et que le fonctionnement de la fourrière aura été conforme aux dispositions législatives et réglementaires applicables en la matière.

Article 4 : Fonctionnement :

M. Emmanuel PAGELOT devra respecter les engagements écrits le 28 septembre 2011 dans sa demande d'agrément et tiendra notamment à jour un tableau de bord de la fourrière comprenant l'ensemble des informations indiquées à l'article R 325-25 du code de la route ;

Article 5 : Suspension ou retrait de l'agrément :

Lorsque qu'une des conditions de sa délivrance cesse d'être remplie, en cas de non-respect des dispositions législatives et réglementaires en vigueur ou de manquement aux obligations de gardien de fourrière l'agrément pourra, après consultation de la commission départementale de sécurité routière, être suspendu ou retiré.

Article 6 : M. le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs et dont copie sera adressée à :

- M. le sous-préfet de Briey,
- M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- M. le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe-et-Moselle,
- M. le Maire de Longlaville,
- M. Emmanuel PAGELOT.

Nancy, le 27 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de Bureau,
Laurence PIEKARSKI

DIRECTION DE L'ACTION LOCALE

Bureau du contrôle de légalité, de l'intercommunalité et du conseil aux collectivités

Arrêté du 19 octobre 2011 autorisant le syndicat scolaire intercommunal de la Seille à exercer la compétence périscolaire et modifiant les statuts du syndicat en conséquence

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L5211-1 et suivants et L5211-1 et suivants ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 13 septembre 1976 autorisant la création du syndicat scolaire intercommunal de la Seille ;
VU la délibération du comité syndical du syndicat scolaire intercommunal de la Seille en date du 7 juillet 2011 décidant de modifier les statuts du syndicat en intégrant la compétence périscolaire ;
VU les délibérations de communes de :
- Armaucourt en date du 2 septembre 2011,
- Arraye-et-Han en date du 5 septembre 2011,
- Létricourt en date du 23 septembre 2011,
favorables à cette extension de compétences et cette modification statutaire ;
CONSIDERANT qu'à l'issue de la procédure de consultation, toutes les communes membres du syndicat sont favorables à cette modification ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Les nouveaux statuts du syndicat scolaire intercommunal de la Seille sont approuvés.

Article 2 : Les statuts approuvés resteront annexés au présent arrêté.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture et le président du syndicat scolaire intercommunal de la Seille sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires des communes membres du syndicat et à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et qui fera, en outre, l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 19 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DE LA SEILLE

STATUTS

OBJET

Article 1er : En application des articles L 5212-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, les Communes désignées à l'article 2 ci-dessous, se constituent en Syndicat Intercommunal Scolaire et Périscolaire, en vue d'assurer l'organisation du transport des élèves, l'organisation et la facturation des services de restauration, la gestion de l'accueil périscolaire, la gestion de l'entretien des locaux scolaires et la fourniture des matériels pédagogiques et des produits d'entretien nécessaires au bon fonctionnement des écoles. Les compétences du Syndicat scolaire portant sur le regroupement pédagogique des communes de :

- ARMAUCOURT
- ARRAYE-ET-HAN
- LETRICOURT.

CIRCONSCRIPTION - SIEGE

Article 2 : Le Syndicat qui porte le nom de SYNDICAT SCOLAIRE INTERCOMMUNAL DE LA SEILLE, a son siège à la Mairie d'ARRAYE- ET-HAN, et comprend les Communes suivantes :

- ARMAUCOURT
- ARRAYE-ET-HAN
- LETRICOURT.

DUREE

Article 3 : La durée du Syndicat est limitée à celle du regroupement pédagogique.

ADMINISTRATION

Article 4 : Le Syndicat est administré par un Comité composé de membres désignés par les Conseils Municipaux de Communes intéressées, chacune étant représentée au Comité par deux délégués.

Peuvent être convoqués à titre consultatif aux séances du Comité :

- L'Inspecteur départemental de l'Enseignement Primaire .

Le Comité se réunit au moins deux fois par an, il peut être convoqué extraordinairement par son Président.

Les délibérations du Comité sont soumises aux mêmes règles que celles des Conseils Municipaux.

Le bureau est habilité à prendre, au nom du Comité, toutes décisions ayant trait au fonctionnement administratif du Syndicat Intercommunal et notamment à préparer les budgets, à donner au Président les pouvoirs nécessaires à la signature des contrats et marchés.

Cette énumération n'est pas limitative et le bureau pourra recevoir délégation du Comité pour toutes les interventions ou activités dont il sera expressément chargé.

PRISE EN CHARGE

Article 5 : Le syndicat assure l'entretien et la maintenance des immeubles, installations et aménagements utilisés pour les services scolaires et périscolaires.

Les locaux scolaires, propriété des communes sont mis à disposition gracieuse au Syndicat.

Le Syndicat est responsable et propriétaire du mobilier.

BUDGET

Article 6 : Le budget du Syndicat pourvoit à toutes les dépenses occasionnées par les frais de fonctionnement des services gérés par le Syndicat.

LES RECETTES DU BUDGET COMPRENDRONT NOTAMMENT :

- la contribution des Communes adhérentes,
- la participation de parents d'élèves (frais de cantine scolaire et périscolaire, heures d'accueil)
- les subventions de l'Etat, du Département, de la Communauté de Communes, de la Caisse d'Allocations Familiales.
- les subventions des Communes, Associations et particuliers,
- le produit des dons et legs.

LES DEPENSES COMPRENDRONT NOTAMMENT :

- la location du local du secrétariat ainsi que le matériel informatique, le téléphone, la télécopie, le photocopieur,
- la location du local périscolaire situé à HAN
- les frais d'assurance (responsabilité civile, assurance juridique, dommages électriques, incendie, dégâts des eaux, vol, bris de glace, actes de vandalisme),
- les frais de transport des élèves (piscine, sorties pédagogiques),
- les frais de bureau,
- la rémunération du secrétaire, de la Directrice du Périscolaire, du personnel de service et du Receveur du Syndicat,
- les frais d'entretien des écoles du regroupement, du mobilier et du matériel nécessaires au fonctionnement des services gérés par le Syndicat,
- les frais de cantine scolaire,
- les frais de fonctionnement du périscolaire (goûter, matériel pour activités).

Copies des budgets et des comptes du Syndicat seront adressées chaque année aux Maires des Communes syndiquées pour communication à leur Conseil Municipal.

INVENTAIRE PERMANENT

Article 7 : Le Président du Syndicat tiendra un inventaire permanent du mobilier et du matériel acquis au compte du Syndicat.

CONTRIBUTION DES COMMUNES :

Article 8 : L'ensemble des dépenses du Syndicat sera réparti entre les Communes de la manière suivante : 50 % au nombre d'élèves et 50 % au nombre d'habitants.

Les dépenses à la charge des Communes, déterminées conformément aux règles ci-dessus fixées, seront arrêtées par le Président du Syndicat dès la clôture de chaque année et mises immédiatement en recouvrement.

ADHESION

Article 9 : Toute Commune qui le demandera, pourra par la suite et à un moment quelconque adhérer au Syndicat, sous réserve de l'acceptation de son Comité et dans les conditions prévues à l'article L. 5211-18 du code général des collectivités territoriales.

DISPOSITIONS GENERALES

Article 10 : Toutes dispositions non prévues aux présents statuts seront réglées conformément aux dispositions contenues aux articles L 5212-1 à L 5212-33 du code général des collectivités territoriales.

Vu pour être annexé à notre arrêté en date de ce jour

Nancy, le 19 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 28 octobre 2011 prononçant le déclassement d'un ensemble immobilier appartenant à la société nationale des chemins de fer sur la commune de Jarny

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 2141-13 à L. 2141-17 du code des transports ;

VU le décret n°83-816 du 13 septembre 1983 modifié relatif au domaine confié à la Société Nationale des Chemins de Fer Français (SNCF), notamment son article 17 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du ministre des transports du 5 juin 1984 fixant le montant de la valeur des immeubles dépendant du domaine public ferroviaire géré par la SNCF au-dessous duquel les décisions de classement de ces immeubles sont prononcées par le préfet et l'arrêté ministériel du 5 octobre 2001 portant adaptation de la valeur en euros de certains montants exprimés en francs, notamment son article 1 fixant ce seuil à 300 000 euros ;

VU la circulaire du 2 juillet 1984 relative à la gestion du domaine confié à la SNCF ;

VU le dossier présenté par la SNCF ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle

ARRETE

Article 1er : L'ensemble immobilier dépendant du domaine public ferroviaire d'une surface de 550 m2 situé sur la commune de JARNY figurant sur le plan joint au présent arrêté, cadastré ABp 56, est déclassé en vue de son aliénation.

Article 2 : Une copie du présent arrêté ainsi que le plan cadastral seront déposés à la Direction de l'immobilier de la SNCF, département Transactions immobilières et en mairie de JARNY. Avis de dépôt sera donné par affichage en mairie et par insertion en caractère apparents dans deux journaux publiés dans le département.

Article 3 : Monsieur le Secrétaire général de la préfecture, M. le Directeur de la délégation territoriale immobilière Est sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Nancy, le 28 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Bureau des procédures environnementales**Arrêté du 20 octobre 2011 prorogeant le délai pour statuer sur la demande régularisation du prélèvement concernant les forages de Moineville, par le syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne, au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement.**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement et notamment ses articles L 214-1 à L 214-6 et R 214-1 à R 214-56 ;

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée par la loi du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU la demande déposée par M. le président du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne, dont le dossier a été jugé complet et régulier à la date du 8 avril 2011, au titre du code de l'environnement ;

VU l'avis du directeur départemental des territoires (service environnement, eau, biodiversité) en date du 8 avril 2011 ;

VU l'arrêté préfectoral du 5 mai 2011 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique préalable à la régularisation du prélèvement concernant les forages de Moineville, par le syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne, au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement ;

VU le déroulement de l'enquête publique du 23 mai 2011 au 9 juin 2011 inclus ;

VU le rapport de M. Yvon BUCHART, commissaire-enquêteur, reçu en préfecture le 28 juillet 2011 ;

VU le rapport du directeur départemental des territoires en date du 17 octobre 2011 ;

CONSIDERANT qu'il ne pourra être statué sur la demande dans le délai de trois mois à compter du dépôt des conclusions du commissaire-enquêteur, en raison de la nécessité d'obtenir un accord des syndicats des eaux concernés sur les modalités de répartition des prélèvements d'eau ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le délai de 3 mois prévu par l'article R 214-12 du code de l'environnement pour statuer sur la demande de M. le Président du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne est prorogé de 2 mois.

Article 2 : La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif.

Le délai de recours est de 2 mois pour le permissionnaire à compter de la notification de la décision et de 1 an pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage (article L 214-10 du Code de l'Environnement).

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, la sous-préfète de BRIEY, les maires de MOINEVILLE, MOUTIERS, AUBOUÉ et VALLEROY sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au président du syndicat intercommunal des eaux de Gravelotte et de la vallée de l'Orne, pétitionnaire.
- à la sous-préfète de BRIEY.
- au directeur départemental des territoires.

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 21 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique du projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris sur le territoire de la commune de Nancy, quartier du Haut du Lièvre

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L11-1 à L11-7 et, R11-1 à R11-18;

VU le code de l'urbanisme, notamment les articles L311-1 et R311-1 et suivants;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU le projet de restructuration du centre commercial Les Tamaris à Nancy;

VU les délibérations du conseil communautaire de la communauté urbaine du Grand Nancy en date du 6 février 2009, 26 juin 2009, 11 décembre 2009 et du 24 juin 2010 relatives au projet susvisé;

VU les conventions entre la communauté urbaine du Grand Nancy et l'établissement public foncier de Lorraine (EPFL), notamment la convention du 6 février 2009 fixant les modalités d'acquisition des biens nécessaires à la réalisation du projet des Tamaris à l'EPFL, bénéficiaire de la demande de déclaration d'utilité publique;

VU le plan local d'urbanisme de la commune de Nancy approuvé en février 2011;

VU le dossier préalable à la déclaration d'utilité publique constitué conformément à l'article R11-3 du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique;

VU l'arrêté préfectoral du 19 mai 2011 prescrivant l'ouverture, du 22 juin 2011 au 13 juillet 2011 inclus, d'une enquête conjointe préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire;

VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de l'enquête susvisée;

VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

VU le rapport et l'avis favorable du 21 juillet 2011 du commissaire enquêteur;

CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : L'acquisition d'immeubles et de terrains en vue de la restructuration du centre commercial Les Tamaris sur le territoire de la commune de NANCY, quartier du Haut du Lièvre, est déclarée d'utilité publique.

Article 2 : L'établissement public foncier de Lorraine (EPFL), agissant pour le compte de la Communauté urbaine du Grand Nancy, est autorisé à acquérir les immeubles et terrains nécessaires à la restructuration du centre commercial Les Tamaris, soit à l'amiable, soit, s'il y a lieu, par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché au siège de la Communauté Urbaine du Grand Nancy, à l'Hôtel de Ville de Nancy et à la mairie annexe du Haut-du-Lièvre, aux lieux habituels d'information du public, pendant la durée de deux mois. L'accomplissement de cette formalité sera justifié par un certificat du maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, soit d'un recours gracieux auprès du préfet de Meurthe-et-Moselle, soit d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le président de la Communauté urbaine du Grand Nancy, le maire de NANCY, le directeur général de l'établissement public foncier de Lorraine, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- au secrétaire général de SOLOREM,
 - au directeur de l'agence régionale de Santé de Lorraine,
 - au directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle,
 - à la présidente du tribunal administratif de Nancy,
 - à M. Jean-Paul SIMON, commissaire enquêteur.
- Nancy, le 21 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

Arrêté du 24 octobre 2011 portant déclaration d'utilité publique des travaux en vue de la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » à Bouxières-aux-Dames

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, notamment les articles L.11-1 à L.11-6 et R.11-1 à R.11-18 ;

VU le décret 2008-466 du 19 mai 2008 modifiant le décret n°55-1350 du 14 octobre 1955 pris pour l'application du décret n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière;

VU le décret n°2010-146 du 16 février 2010, modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements;

VU la délibération du 4 février 2009 du conseil municipal de BOUXIERES-aux-DAMES sollicitant le préfet de Meurthe-et-Moselle pour l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique en vue de la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » et d'une enquête parcellaire, demandant que les effets de la déclaration d'utilité publique soient étendus à l'Etablissement Public Foncier de Lorraine (EPFL) et que l'EPFL se porte acquéreur des parcelles nécessaires au projet dans le cadre d'une convention de veille active ;

VU la délibération du 4 février 2009 du conseil municipal de BOUXIERES-aux-DAMES autorisant le maire à signer avec l'EPFL une convention de veille active et de maîtrise foncière opérationnelle ;
VU la délibération du 13 mars 2009 de l'EPFL demandant l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » à BOUXIERES-aux-DAMES ;
VU la délibération du 13 mars 2009 de l'EPFL approuvant la convention de veille à passer avec la commune de BOUXIERES-aux-DAMES et la communauté de communes du bassin de Pompey ;
VU la convention de veille active et maîtrise foncière opérationnelle bassin de Pompey« Bouxières-aux-Dames - les Nevaux » n°FC4G02 en date du 29 avril 2009 ;
VU le dossier établi par l'EPFL en vue de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU l'arrêté préfectoral du 18 avril 2011 prescrivant l'ouverture, du 5 mai 2011 au 27 mai 2011 inclus, d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU les pièces justificatives de l'accomplissement des formalités de publicité de ladite enquête ;
VU les résultats de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;
VU le rapport et l'avis favorable du 24 juin 2011 du commissaire enquêteur ;
CONSIDÉRANT que toutes les formalités réglementaires ont été accomplies ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

ARRETE

Article 1er : Les travaux en vue de la réalisation de logements à vocation sociale au lieu-dit « les Nevaux » à BOUXIERES-aux-DAMES sont déclarés d'utilité publique.

Article 2 : L'établissement public foncier de Lorraine (EPFL) est autorisé à acquérir les parcelles nécessaires au projet, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, dans les conditions fixées par les textes législatifs et réglementaires.

Article 3 : L'expropriation doit être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 4 : Le présent arrêté est affiché, dès sa réception, dans la commune de BOUXIERES-aux-DAMES aux lieux habituels d'information du public, pendant la durée de deux mois. L'accomplissement de cette formalité sera constaté par la production d'un certificat d'affichage établi par le maire.

Il sera, en outre, publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 5 : La présente décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois à compter de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le maire de BOUXIERES-aux-DAMES, le directeur général de l'établissement public foncier de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à :

- la présidente du tribunal administratif de Nancy ;
- le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;
- M. Pierre REVOL, commissaire enquêteur.

Nancy, le 24 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS
Bureau de l'interministérialité

Convention d'utilisation n° 54-2010-77 du 29 septembre 2011 de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service de la Navigation du Nord-Est

Le 29 septembre 2011 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-77 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 17 janvier 2011, le propriétaire,

et

Madame la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1er à Nancy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un ensemble immobilier sis à Nancy cadastré section AW n°95, rue Victor, pour 17a 45ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Convention d'utilisation n° 54-2010-78 du 29 septembre 2011 de biens immobiliers appartenant à l'Etat entre l'administration chargée du domaine et le service de la Navigation du Nord-Est

Le 29 septembre 2011 a été conclue, dans le cadre des dispositions des articles R 128-12 à R 128-17 du code du domaine de l'Etat, la convention d'utilisation n° 54-2010-78 entre

L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 17 janvier 2011, le propriétaire,

et

Madame la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1er à Nancy, l'utilisateur.

La présente convention a pour objet de mettre à la disposition de l'utilisateur pour les besoins du Service de la Navigation du Nord-Est un ensemble immobilier sis à Nancy cadastré section AX n°225, rue de Tomblaine, pour 15a 36ca.

L'intégralité de cette convention peut être consultée à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Avenant du 3 octobre 2011 à la convention d'utilisation n° 54-2010-03 entre l'administration chargée du domaine et le Service de la Navigation du Nord-Est

Le 3 octobre 2011, la convention d'utilisation n° 54-2010-03 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 17 janvier 2011, le propriétaire,

et

Madame la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1er à Nancy, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Toul 2 bis avenue du Colonel Péchot fait l'objet d'un avenant sur les articles 5 et 9 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Avenant du 3 octobre 2011 à la convention d'utilisation n° 54-2010-04 entre l'administration chargée du domaine et le Service de la Navigation du Nord-Est

Le 3 octobre 2011, la convention d'utilisation n° 54-2010-04 a fait l'objet d'un avenant, conclu entre L'ADMINISTRATION CHARGÉE DU DOMAINE, représentée par Madame l'Administrateur général des Finances Publiques du département de Meurthe et Moselle dont les bureaux sont à NANCY 50 rue des Ponts, stipulant en vertu de la délégation de signature du préfet qui lui a été consentie par arrêté du 17 janvier 2011, le propriétaire,

et

Madame la Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, 28 boulevard Albert 1er à Nancy, l'utilisateur.

L'immeuble situé à Pont-à-Mousson, Ecluse de l'île d'Esch fait l'objet d'un avenant sur les articles 5 et 9 de la convention.

L'intégralité de cet avenant peut être consulté à la préfecture au bureau de l'interministérialité.

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté du 17 octobre 2011 portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur la demande de création d'un ensemble commercial à Fléville-devant-Nancy - Dossier N° 39-2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;

VU le code de l'urbanisme;

VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102;

VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28;

VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;

VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2009 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;

VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Frofle en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 3136 m², situé rue Antoine de Saint-Exupéry à Fléville-devant-Nancy.

SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

ARRETE

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur la demande visée ci-dessus, est composée comme suit :

1) Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Fléville-devant-Nancy ou son représentant.

B - un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné en vertu du 2ème alinéa de l'article R.751-2 du code de commerce

- M. le maire de Vandoeuvre-lès-Nancy ou son représentant.

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Nancy ou son représentant.

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

2) Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

collège consommation

- M. Daniel CILLA

collège développement durable

- M. HUSSON

collège aménagement du territoire

- M. DANDOY.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et à la SCI Frofle représentée par M. PITOSET.

Nancy, le 17 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Arrêté du 26 octobre 2011 portant composition de la commission départementale d'aménagement commercial appelée à statuer sur les demandes de création d'un ensemble commercial à Lexy et à Lesmenils - Dossiers N° 40-2011 et 41-2011

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de commerce ;
VU le code de l'urbanisme ;
VU la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, notamment son article 102 ;
VU la loi n° 96-987 du 14 novembre 1996 relative à la mise en œuvre du pacte de relance pour la ville notamment l'article 28 ;
VU les articles L 2122-17 et 2122-18 du code général des collectivités territoriales ;
VU le décret n° 2008-1212 du 24 novembre 2008 relatif à l'aménagement commercial ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
VU l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2009 instituant la commission départementale d'équipement commercial ;
VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Lexy en qualité de promoteur, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 22010 m², situé zone des Maragolles à Lexy ;
VU la demande d'autorisation présentée par la SCI Immomenils en qualité de futur propriétaire et promoteur et par la SAS Lesmenils Distribution en qualité de futur propriétaire, en vue de procéder à la création d'un ensemble commercial de 15000 m² situé au lieu dit "La Louvière" à Lesmenils ;
SUR proposition de M. le secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er : La commission départementale d'aménagement commercial, appelée à statuer sur les demandes visées ci-dessus, est composée comme suit :

Dossier 40-2011 : création d'un ensemble commercial sur la commune de Lexy

1) Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Lexy ou son représentant.

B - un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné en vertu du 2ème alinéa de l'article R.751-2 du code de commerce

- M. le maire de Mont-Saint-Martin ou son représentant.

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'agglomération multicommunale à laquelle appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Longwy ou son représentant.

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

- SCOT Nord

2) Cinq personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

collège consommation

- Mme CARREAU

collège développement durable

- M. WEILL

collège aménagement du territoire

- M. BERTRAND

3) Un élu et une personne qualifiée du département de la Moselle désignés au titre des articles L751-2 et R751-4 du code de commerce

- M. LOGNON du collège consommation (57)

- M. le maire d'Aumetz

4) Un élu et une personne qualifiée du département de la Meuse désignés au titre des articles L751-2 et R751-4 du code de commerce

- Mme GENTET du collège consommation (55)

- M. le maire d'Arrancy-sur-Crusnes

Dossier 41-2011 : création d'un ensemble commercial sur la commune de Lesmenils

1) Élus locaux

A - le maire de la commune d'implantation

- M. le maire de Lesmenils ou son représentant.

B - un maire d'une commune située dans la zone de chalandise du projet examiné au titre du 2ème alinéa de l'article R.751-2 du code de commerce

- M. le maire de Champey-sur-Moselle ou son représentant.

C - le maire de la commune la plus peuplée de l'arrondissement auquel appartient la commune d'implantation

- M. le maire de Nancy ou son représentant.

D - le président du conseil général ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article

E - le président du syndicat mixte chargé du schéma de cohérence territoriale auquel adhère la commune d'implantation ou son représentant autre qu'un élu d'une commune visée au 1. du présent article.

- SCOT Sud

2) Trois personnalités qualifiées en matière de consommation, de développement durable et d'aménagement du territoire

collège consommation

- Mme CARREAU

collège développement durable

- M. WEILL

collège aménagement du territoire

- M. BERTRAND

3) Un élu et une personne qualifiée du département de la Moselle désignés au titre des articles L751-2 et R751-4 du code de commerce

- M. LOGNON du collège consommation (57)

- M. le maire de Louvigny

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à chacun des membres de la commission et respectivement aux SCI Lexy et Immomenils.

Nancy, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet chargé de mission,
Luc VILAIN

Arrêté modificatif n° 11.BI.114 du 31 octobre 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;
VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret du président de la République en date du 22 juillet 2011 nommant M. Raphaël BARTOLT préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU le décret du président de la République en date du 29 juillet 2011 nommant Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet du préfet de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.BI.107 du 29 août 2011 accordant délégation de signature à Mme Magali DAVERTON, sous-préfète, directrice de cabinet ;
VU la décision du 20 octobre 2011 nommant Mme Corinne PEREZ, attachée, adjointe au chef du service interministériel de défense et de protection civile à compter du 24 octobre 2011 ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : L'article 4 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI.107 du 29 août 2011 est complété ainsi qu'il suit :

Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE :

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Corinne PEREZ, attachée, adjointe au chef du bureau.

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de M. Pascal SEYLLER et de Mme Corinne PEREZ, délégation est donnée à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- Mme Corinne PEREZ, attachée,

- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,

- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,

- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

Le reste est sans changement.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture et la directrice du cabinet, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie en sera adressée à la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle et à la directrice des archives départementales.

Nancy, le 31 octobre 2011

Le Préfet,
Raphaël BARTOLT

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**DIRECTION INTERDEPARTEMENTALE DES ROUTES – EST****DIVISION EXPLOITATION DE METZ****Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-089 en date du 14 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réaménagement des aires de Toul Chaudeney et Toul Dommartin sur A31**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'Etat devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 13/10/2011 présenté par le district de Nancy ;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 14/10/2011 ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 13/10/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES ET SENS	PR 232+500 aires de Toul-Chaudeney et Toul Dommartin	
SECTION	TOUL - NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Réaménagement des aires et construction d'un ouvrage.	
PÉRIODE GLOBALE	Du 17 octobre au 27 octobre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	- Neutralisation VD sens Paris/Nancy - Neutralisation VD sens Nancy/Paris - Fermeture aires de service - Vitesse limitée à 90km/h au droit du chantier - Interdiction de doubler	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - District de Nancy - CEI de Fléville ou de la sté SOTRAVER	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Fléville et de la sté de SOTRAVER

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DÉVIATION MISE EN PLACE
	Nuit de 21h à 6h : 17 au 18/10/2011	AK5 A31 sens 2 au PR 233+500 et sens 1 au PR 231+000	Neutralisation Voie de droite sens Paris/Nancy et sens Nancy/Paris	Pas de déviation
	18 au 19/10/2011	AK5 A31 sens 1 au PR 232+000	Fermeture de l'aire de service de Toul-Chaudeney	
	Nuit de 21h à 6h : 24 au 25/10/2011,	AK5 A31 sens 2 au PR 233+500 et sens 1 au PR 231+000	Neutralisation Voie de droite sens Paris/Nancy et sens Nancy/Paris	
	25 au 26/10/2011, 26 au 27/10/2011	AK5 A31 sens 2 au PR 232+500	Fermeture de l'aire de service de Toul-Dommartin	

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,

- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
 - Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
 - Directeur de Eiffage,
 - Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.
 Moulins-lès-Metz, le 14 octobre 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
 Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-095 en date du 25 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de joints sur OA sur RN 4 au PR 39+060

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière;

VU le code de la route;

VU le code de justice administrative;

VU le code pénal;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques);

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier ;

VU le dossier d'exploitation en date du 03/10/2011 présenté par le district de Nancy;

VU l'avis du CG54 en date du 17/10/2011;

VU l'information de la mairie de Thiebauménil;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 11/10/2011;

VU l'avis du district de Nancy en date du 03/10/2011;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la **circulation** aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS DE REPÈRES	PR 39 +060	Sens : 2 – Strasbourg - Nancy
SECTION	Bretelle d'accès St Dié Nancy	
NATURE DES TRAVAUX	Réfection de joint sur pleine largeur de voie de la bretelle	
PÉRIODE GLOBALE	2 jours: mercredi 2 et jeudi 3 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Neutralisation de voie de droite sur les 2 RN avec déviation pour la circulation de la N 59	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Lunéville	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Lunéville

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR ET SENS	SYSTÈME D'EXPLOITATION,	DÉVIATION MISE EN PLACE
1	02/11 à 9h jusqu'au 03/11 à 17h	Mise en place de « AK5 » RN 4 PR 40+060 RN 59 PR 5+000	Neutralisation de voie de droite sur les 2 RN	Coupe de circulation du sens St-Dié/ Nancy avec déviation vers Strasbourg sur RN 4, demi-tour à l'échangeur de Thiébauménil et retour vers Nancy

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein de la commune de Thiébauménil,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à monsieur le Maire de la commune de Thiébauménil.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 25 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54/55-096 en date du 25 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réfection de la couche de roulement sur RN 4 du PR5+000 au PR 7+000

Le Préfet de la Meuse,

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N° 2010-1923 du 1 septembre 2010, portant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions ;

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral permanent du 20 juillet 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 13/10/2011 présenté par le District de Nancy;

VU l'avis du CG54 en date du 10/10/2011;

VU l'avis du CG55 en date du 28/09/2011;

VU l'avis du CISGT « Myrabel » en date du 13/10/2011;

VU l'avis du district de Nancy en date du 13/10/2011;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régit la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	RN 4	
POINTS REPÈRES PR ET SENS	PR5+000 au PR7+000 sens Paris Nancy	
SECTION	2X2	
NATURE DES TRAVAUX	PDMI .enrobés	
PÉRIODE GLOBALE	Du 31 octobre au 18 novembre 2011	
SYSTÈME D'EXPLOITATION	Basculement de circulation Fermeture de bretelles	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - CEI de Ligny-en-Barrois	MISE EN PLACE PAR : - CEI de Ligny-en-Barrois

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
Phase N° 1	Du 31/10/11 au 18/11/11	Sens plus AK5 PR1+400	Neutralisation de la voie de gauche	Fermeture bretelle Paris Foug :
		Sens moins AK5 PR10+500	Neutralisation de la voie de gauche	La circulation continuera sur la RN4 en direction de Nancy, sortira à l'échangeur de Toul pour reprendre la direction de Paris via la RD 960 et retrouver la sortie de Foug.
		ITPC PR9+000	Basculement circulation du sens Paris Nancy sur le sens Nancy Paris	Fermeture de la bretelle Foug Nancy :
		ITPC PR3+050	Vitesse limitée à 90 km/h en section courante et 50km/h dans le basculement. Interdiction de doubler.	Les usagers emprunteront la RN4 en direction de Paris via la RD 11 jusqu'à l'échangeur de Pagny sur Meuse pour reprendre la direction de Nancy via la RD 35.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse et des médias.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et en tout état de cause pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le directeur départemental de la sécurité publique de Meurthe et Moselle et de la Meuse, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, le commandant du groupement départemental de gendarmerie de Meurthe et Moselle et de la Meuse, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de la Meuse,
- Président du Conseil Général de Meurthe-et-Moselle,
- Président du Conseil Général de la Meuse,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de la Meuse,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de la Meuse,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de l'hôpital de Bar-le-Duc responsable du SMUR,
- Directeur de SCREG Est,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 25 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

Arrêté N° 2011-DIR-Est-M-54-097 en date du 26 octobre 2011 portant arrêté particulier pour la réglementation de la circulation au droit d'un « chantier non courant » sur le réseau routier national, hors agglomération, relatif aux travaux de réalisation d'écrans de protection phonique sur l'autoroute A31 à Velaine-en-Haye et Dommartin-lès-Toul

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de justice administrative ;

VU le code pénal ;

VU le code de procédure pénale ;

VU la loi N° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes et l'ensemble des arrêtés modificatifs, ainsi que l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977 et l'ensemble des textes d'application (guides techniques spécifiques) ;

VU l'arrêté N° 2010-20 du 19 janvier 2010 du Préfet coordonnateur des itinéraires routiers – Est portant organisation de la direction interdépartementale des routes Est ;

VU l'arrêté préfectoral de délégation de signature N°11.BI.95 du 22 août 2011, accordant délégation de signature à Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions.

VU l'arrêté de la DIR-Est N° 2011/DIR-Est/SG/CJ/54-02 du 22 août 2011 portant subdélégation de signature par Monsieur Georges TEMPEZ directeur interdépartemental des routes-Est, relative aux pouvoirs de police de la circulation sur le réseau routier national, aux pouvoirs de police de la conservation du domaine public routier national, aux pouvoirs de gestion du domaine public routier national et au pouvoir de représentation de l'État devant les juridictions civiles, pénales et administratives.

VU l'arrêté préfectoral du 18 septembre 2009 concernant les chantiers courants et réglementant la mise en œuvre des chantiers exécutés sur les réseaux autoroutiers et routiers nationaux non concédés.

VU la circulaire N° 96-14 du 6 février 1996 relative à l'exploitation sous chantier;

VU le dossier d'exploitation en date du 10/10/2011 présenté par le bureau d'études INGEROP ;

VU l'information du CISGT « Myrabel » ;

VU l'avis du district de Nancy en date du 25/10/2011 ;

CONSIDÉRANT qu'il importe d'assurer la sécurité des usagers de la voie publique ainsi que celle des agents de la Direction Interdépartementale des Routes - Est, des concessionnaires ou opérateurs occupant le réseau routier national hors agglomération et des entreprises chargées de l'exécution des travaux, et de réduire autant que possible les entraves à la circulation, en réglementant la circulation à l'occasion du chantier particulier évoqué dans le présent arrêté ;

ARRETE

Article 1er : Le présent arrêté particulier s'applique au chantier engagé et exécuté sur le réseau routier national dans les conditions définies à l'article 2.

Il régleme la circulation aux abords de ce chantier et définit les mesures de restrictions qui seront mises en œuvre et signalées conformément à la réglementation en vigueur.

Il détermine également les mesures d'information des usagers qui devront être appliquées.

Article 2 : Un chantier particulier est engagé dans les conditions suivantes :

VOIE	A 31	
POINTS REPÈRES PR ET SENS	Sens 2 - PR 232 et PR244	
SECTION	TOUL - NANCY	
NATURE DES TRAVAUX	Construction d'un mur anti-bruit au niveau de Dommartin-lès-Toul (PR232) et Velaine-en-Haye (PR244+500)	
PERIODE GLOBALE	Du 2 novembre 2011 au 31 mai 2012	
SYSTEME D'EXPLOITATION	Neutralisation de BAU (uniquement pour le mur anti-bruit de Dommartin-lès-Toul) Pour le mur anti-bruit de Velaine-en-Haye, il n'y a pas de mesure d'exploitation, les travaux se trouvent derrière des glissières ou en haut de talus.	
SIGNALISATION TEMPORAIRE	A LA CHARGE DE : - AXIMUM	MISE EN PLACE PAR : AXIMUM avec protection du CEI de Fléville.

Article 3 : Les travaux seront réalisés conformément au plan de phasage ci-dessous :

N°	DATE	PR. ET SENS	DESCRIPTION DES TRAVAUX	DEVIATION MISE EN PLACE
	Du 2 novembre 2011 au 31 mai 2012	AK5 PR232+534 sens 2	Neutralisation de 180m de bande d'arrêt d'urgence	Pas de déviation Les voies de circulation sont maintenues en l'état sans réduction de largeur. La limitation de vitesse à 110 km/h est conservée.

Article 4 : En cas d'intempéries ou de problèmes techniques, les travaux prévus à l'article 2 sont susceptibles d'être reportés du nombre de jours d'intempéries ou nécessaires à la résolution des problèmes techniques. Ces dispositions sont aussi applicables au phasage des travaux de l'article 3.

Les dispositions d'exploitation de la circulation cesseront à la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 5 : Ce chantier fera l'objet des mesures de publicité et d'information du public suivantes :

- publication et/ou affichage du présent arrêté au sein des communes de Velaine-en-Haye et Dommartin-lès-Toul,
- affichage à chaque extrémité de la zone des travaux,
- mise en place de la signalisation de police conforme aux instructions contenues dans le présent arrêté,
- diffusion de l'information aux usagers par l'intermédiaire d'un communiqué de presse.

Article 6 : La signalisation du chantier sera conforme à l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et des autoroutes et ses arrêtés modificatifs, à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière approuvée par l'arrêté du 7 juin 1977, et aux Manuels de Chef de Chantier (routes bidirectionnelles ou routes à chaussées séparées selon les cas) et guides thématiques spécifiques (SETRA, CERTU).

La signalisation du chantier sera mise en place conformément aux mentions figurant sous l'article 2 du présent arrêté.

Article 7 : Pendant les périodes d'inactivité des chantiers, notamment de nuit et les jours non ouvrables, les signaux en place seront déposés quand les motifs ayant conduit à les implanter auront disparu (présence de personnel, d'engins ou d'obstacles).

Article 8 : Toute contravention au présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Les dispositions du présent arrêté prennent effet le jour de la signature du présent arrêté et prendront fin conformément aux dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus et, en tout état de cause, pas avant la fin effective des travaux concrétisée par la levée de la signalisation.

Article 10 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, le directeur interdépartemental des routes – Est, le commandant de la CRS autoroutière Lorraine-Alsace, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée pour affichage à messieurs les Maires des communes de Velaine-en-Haye et Dommartin-les-Toul.

Une copie sera adressée pour information au :

- Général du Commandement de la Région Militaire Terre Nord-Est,
- Directeur du Centre Régional d'Information et de Coordination Routières Est (CRICR Est),
- Directeur Départemental du Territoire (DDT) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours (SDIS) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur Départemental du Service d'Aide Médicale Urgente (SAMU) de Meurthe-et-Moselle,
- Directeur de l'hôpital de Nancy responsable du SMUR,
- Directeur de la société AXIMUM,
- Responsable de la cellule juridique de la DIR-Est.

Moulins-lès-Metz, le 26 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
L'Adjointe au chef de la division d'exploitation de Metz,
Véronique CARPENTIER

AGENCE REGIONALE DE SANTE DE LORRAINE

DELEGATION TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Etablissements de santé

Arrêté ARS-DT 54 N° 135/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maternité Régionale de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 031 - N° FINESS Etablissement : 540 000 015

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par la Maternité Régionale ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 912 779 € soit :

1) 2 909 690 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 668 981 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

119 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

21 029 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

219 105 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

456 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 989 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 100 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maternité Régionale et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 136/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Lunéville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 080 - N° FINESS Etablissement : 540 000 155

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Hospitalier de LUNEVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 691 746 € soit :

1) 1 646 752 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 496 569 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

23 739 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 341 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

121 872 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

2 231 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 19 070 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 25 924 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de LUNEVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 137/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 106 - N° FINESS Etablissement : 540 000 296

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 432 798 € soit :

- 1) 431 267 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 380 724 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 15 517 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
 - 34 836 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
 - 190 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 1 531 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de PONT A MOUSSON et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 138/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison hospitalière Saint-Charles à Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 122 - N° FINESS Etablissement : 540 000 395

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 220 519 € soit :

- 220 519 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
 - 220 402 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
 - 117 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière Saint-Charles à NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 139/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Jacques Parisot à Bainville, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 006 707 - N° FINESS Etablissement : 540 000 668

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Jacques Parisot à BAINVILLE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 95 552 € soit :

95 552 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

95 552 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Jacques Parisot à BAINVILLE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 140/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier Universitaire de Nancy, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 002 078 - N° FINESS Etablissement : 540 001 138

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Hospitalier Universitaire de NANCY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 27 749 590 € soit :

1) 24 838 929 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

22 229 259 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

83 032 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 486 976 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

16 542 € au titre des forfaits "prélèvements d'organes" (PO) ;

23 120 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 2 192 757 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 717 904 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier Universitaire de NANCY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 141/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis Vautrin à Vandoeuvre, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 003 019 - N° FINESS Etablissement : 540 001 286

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 969 845 € soit :

1) 2 440 168 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

2 440 168 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

2) 527 608 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 2 069 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Régional de Lutte contre le Cancer Alexis VAUTRIN à VANDOEUVRE et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.
Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 142/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à la Maison Hospitalière de Baccarat, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 014 081 - N° FINESS Etablissement : 540 000 072

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par la Maison Hospitalière de BACCARAT ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 76 292 € soit :

76 292 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

76 292 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à la Maison Hospitalière de BACCARAT et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 143/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL), au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 020 112 - N° FINESS Etablissement : 540 001 163

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 909 716 € soit :

1) 1 748 198 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 573 696 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

8 008 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

165 127 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 367 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

2) 3 433 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;

3) 158 085 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Syndicat Interhospitalier Nancéien de la Chirurgie de l'Appareil Locomoteur (SINCAL) et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

Le Délégué Territorial,

Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 144/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre Hospitalier de Toul, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 049 - N° FINESS Etablissement : 540 000 023

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code de la santé publique ;

VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;

VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;

VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;

VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;

VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;

VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;

VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;

VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre Hospitalier de TOUL ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 1 385 977 € soit :

1) 1 356 373 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

1 163 855 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

25 235 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;

2 017 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;

163 909 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

1 357 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;

- 2) 15 754 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 13 850 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de TOUL et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 145/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû au Centre hospitalier de Briey, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 767 - N° FINESS Etablissement : 540 001 070

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par le Centre hospitalier de BRIEY ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 2 599 739 € soit :

- 1) 2 507 566 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :
2 272 283 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,
35 740 € au titre des forfaits "accueil et traitement des urgences" (ATU) ;
6 088 € au titre des forfaits d'interruptions volontaires de grossesse (IVG) ;
190 753 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;
2 702 € au titre des forfaits "sécurité et environnement hospitalier" (SE) ;
2) 54 455 € au titre des spécialités pharmaceutiques (Médicaments) ;
3) 37 718 € au titre des produits et prestations (Dispositifs médicaux implantables) ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié au Centre Hospitalier de BRIEY et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

Arrêté ARS-DT 54 N° 146/2011 du 18 octobre 2011 fixant le montant des ressources d'assurance maladie dû à l'Association Hospitalière de Joëuf, au titre de l'activité déclarée pour le mois d'août 2011 - N° FINESS Entité juridique : 540 000 882 - N° FINESS Etablissement : 540 001 104

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le code de la sécurité sociale ;
VU le code de la santé publique ;
VU la loi n°2003-1199 du 18 décembre 2003 modifiée ;
VU le décret n° 2007-46 du 10 janvier 2007 portant dispositions budgétaires et financières relatives aux établissements de santé et modifiant le code de la santé publique, le code de la sécurité sociale et le code de l'action sociale et des familles ;
VU le décret n°2007-1931 du 26 décembre 2007 portant diverses dispositions financières relatives aux établissements de santé ;
VU l'arrêté du 23 janvier 2008, relatif aux modalités de versement des ressources des établissements publics de santé et des établissements de santé privés mentionnés aux b et c de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale par les caisses d'assurance maladie mentionnées à l'article R. 174-1 du code de la sécurité sociale ;

VU l'arrêté du 19 février 2009 modifié relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L.162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2009 fixant pour l'année 2009 les ressources d'assurance maladie des établissements de santé exerçant une activité de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie ;
VU l'arrêté du 30 novembre 2009 modifiant l'arrêté du 31 décembre 2004 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale des établissements de santé publics ou privés ayant une activité d'hospitalisation à domicile et à la transmission d'information issues de ce traitement ;
VU l'arrêté du 10 février 2010 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 27 février 2010 fixant pour l'année 2010 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU l'arrêté du 7 février 2011 modifiant l'arrêté du 22 février 2008 modifié relatif au recueil et au traitement des données d'activité médicale et des données de facturation correspondantes, produites par les établissements de santé publics ou privés ayant une activité en médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie, et à la transmission d'informations issues de ce traitement dans les conditions définies à l'article L.6113-8 du code de la santé publique ;
VU l'arrêté du 28 février 2011 modifiant l'arrêté du 19 février 2009 relatif à la classification et à la prise en charge des prestations d'hospitalisation pour les activités de médecine, chirurgie, obstétrique et odontologie et pris en application de l'article L. 162-22-6 du code de la sécurité sociale ;
VU l'arrêté du 1er mars 2011 fixant pour l'année 2011 les éléments tarifaires mentionnés aux I et IV de l'article L. 162-22-10 du code de la sécurité sociale et aux IV et V de l'article 33 modifié de la loi de financement de la sécurité sociale pour 2004 ;
VU le relevé d'activité transmis pour le mois d'août 2011, par l'Association Hospitalière de JOEUF ;

ARRETE

Article 1er : La somme due par la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale est arrêtée à 314 801 € soit :

314 801 € au titre de la part tarifée à l'activité pour l'exercice courant, montant qui se décompose ainsi :

188 371 € au titre des forfaits "groupes homogènes de séjours" (GHS) et leurs éventuels suppléments, hors prélèvement d'organes,

124 674 € au titre des forfaits "groupes homogènes de tarifs" (GHT), HAD ;

1 756 € au titre des actes et consultations externes y compris forfaits techniques ;

Article 2 : Le présent arrêté est notifié à l'Association hospitalière de JOEUF et à la caisse désignée en application des dispositions de l'article L.174-2 du code de la sécurité sociale, pour exécution.

Le présent arrêté est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Meurthe-et-Moselle.

Pour le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Le Délégué Territorial,
Philippe ROMAC

DIRECTION DE LA PERFORMANCE ET DE LA GESTION DU RISQUE

Arrêté n° 2011- 375 du 4 octobre 2011 fixant le Programme Pluriannuel de Gestion Du Risque 2010-2013 de la région Lorraine

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU la Loi n° 2004-810 du 13 août 2004, relative à l'Assurance Maladie;

VU le Décret n° 2010-515 du 18 mai 2010, relatif au Programme Pluriannuel Régional de Gestion du Risque et modifiant le chapitre du Code de Santé Publique relatif à la planification régionale de la politique la santé ;

VU l'Article R1434-9 du Code de Santé Publique, fixant les compétences du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en matière d'élaboration du Programme pluriannuel Régional de Gestion du Risque prévu aux articles L. 1431-2 et L. 1431-14 du Code de Santé Publique et à l'article L. 182-2-1-1 du Code de Sécurité Sociale;

VU l'article R1434-10 du Code de Santé Publique fixant le contenu du Programme Pluriannuel Régional de Gestion du Risque;

VU l'avis de la Commission Régionale de Gestion du Risque, réunie en formation plénière le 30 septembre 2011, sur le projet de programme régional de gestion du risque 2010-2013 ;

VU le décret du 8 juillet 2011 portant nomination du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine – Monsieur Jean-François BENEVEISE;

CONSIDERANT que le Projet Régional de Santé et le Programme pluriannuel de Gestion du Risque sont arrêtés selon deux procédures distinctes;

CONSIDERANT l'obligation pour le Directeur Général de l'ARS de Lorraine d'arrêter le Programme Pluriannuel de Gestion du Risque.

ARRETE

Article 1er : Le Programme Pluriannuel de Gestion du Risque de la région Lorraine, annexé au présent arrêté pour la période 2010-2013, est adopté.

Article 2 : Le programme pluriannuel de gestion du risque de la région Lorraine sera intégré au Projet Régional de Santé, à la publication de ce dernier.

Ce programme fait l'objet chaque année d'une révision par avenants préparés, soumis à l'avis de la Commission Régionale de Gestion du Risque et arrêtés dans les mêmes conditions que le programme.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 Avenue de Ségur, 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique ;

- Devant le Tribunal Administratif de NANCY – 5 Place de la Carrière, Case Officielle 20038, 54 036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux ;

A compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les tiers.

Article 4 : Le Directeur Général de l'ARS de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la région Lorraine et des préfectures de chacun des départements de la région.

Nancy, le 4 octobre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Service produits de santé et biologie

Arrêté ARS n° 2011-355 du 23 septembre 2011 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie exploitée par Messieurs Jérôme FLOREMONT et Loris LANCEREAUX, à TOUL (54200) du centre commercial Saint-Michel rue des Traits de la Ville vers le lieu-dit rue des Traits de la Ville - Licence N°54#001064

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;
VU la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 07 août 1979 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n°416 sise Centre commercial Saint Michel, rue des Traits de la Ville sur la commune de TOUL ;
VU la déclaration d'exploitation n° 1277 enregistrée le 25 mai 2009 pour une exploitation par Messieurs Jérôme FLOREMONT et Loris LANCEREAUX, sous forme de SELARL « Pharmacie FL », de l'officine de pharmacie sise Centre commercial Saint Michel, rue des Traits de la Ville sur la commune de TOUL ;
CONSIDERANT la demande présentée par la SELARL « Pharmacie FL » représentée par Messieurs Jérôme FLOREMONT et Loris LANCEREAUX, docteurs en pharmacie, en vue de transférer leur officine de pharmacie du Centre commercial Saint Michel, rue des Traits de la Ville à Toul (54200) à rue des Traits de la Ville à Toul (54200), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 17 mai 2011 ;
CONSIDERANT que conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :
- l'avis émis par le Préfet de Meurthe et Moselle en date du 20 juillet 2011 ;
- l'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 8 septembre 2011 ;
- l'avis émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle en date du 16 septembre 2011 ;
- l'avis émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 21 juillet 2011 ;
- l'avis émis par l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine en date du 03 août 2011 ;
CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies dans le respect des remarques émises ;
CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Toul où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 16 082 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT que 7 officines sont installées sur la commune de Toul ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe en face de l'emplacement actuel de l'officine ;
CONSIDERANT que le lieu proposé garantit un accès permanent du public à la pharmacie et lui permet d'assurer le service de garde et d'urgence ;
CONSIDERANT par conséquent que l'emplacement permettra de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population résidant dans le quartier d'accueil sans compromettre l'approvisionnement du quartier d'origine ;
CONSIDERANT que ce transfert devrait permettre une amélioration de l'exercice professionnel et du service rendu à la population ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Messieurs Jérôme FLOREMONT et Loris LANCEREAUX en vue de transférer leur officine de pharmacie du Centre commercial Saint Michel, rue des Traits de la Ville à rue des Traits de la Ville (cadastré Section BO n° 912) à Toul (54200) est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001064.

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#000416 octroyée en date du 07 août 1979 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique, devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex – pour le recours contentieux.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- Messieurs FLOREMONT et LANCEREAUX et dont copie sera adressée à :
 - Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Meurthe et Moselle
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de la Région et de Meurthe et Moselle.
- Nancy, le 23 septembre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2011-356 du 23 septembre 2011 autorisant le transfert de l'officine de pharmacie, exploitée par Mme Laurence ROSATI, à Mont-Saint-Martin (54350), du n° 2 rue Pasteur vers le n° 76 rue de la Gare - Licence N°54#001065

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique (CSP), notamment les articles L 5125-3 à L 5125-14, L 5125-32, R 5125-1 à R 5125-12 ;
VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;
VU la licence n° 211 autorisant la création d'une officine située au 2 rue Pasteur à Mont-Saint-Martin par arrêté préfectoral en date du 24 juillet 1952 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 15 juin 1994 relatif à la déclaration d'exploitation, à compter du 1er juillet 1994, de l'officine de pharmacie sise au 2 rue Pasteur à 54350 Mont-Saint-Martin, par Madame Laurence ROSATI ;
VU l'avis émis par le Préfet de Meurthe-et-Moselle en date du 30 juin 2011 ;
VU l'avis émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens en date du 21 juillet 2011 ;
VU l'avis de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine de Lorraine en date du 21 juillet 2011 ;
VU l'avis émis par la chambre syndicale des pharmaciens de Meurthe-et-Moselle en date du 26 août 2011 ;
VU l'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;
CONSIDERANT que la population municipale est de 8103 habitants selon le recensement de la population légale 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
CONSIDERANT que la commune de Mont-Saint-Martin compte quatre officines de pharmacie ;
CONSIDERANT que le transfert aurait lieu à environ 450 mètres de son emplacement actuel et qu'il n'aurait pas pour effet de compromettre l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidente du quartier d'origine ;
CONSIDERANT que le lieu d'accueil envisagé permet d'améliorer l'accessibilité des locaux ainsi que les conditions d'exercice professionnel ;
CONSIDERANT l'avis du Pharmacien inspecteur de santé publique en date du 17 août 2011 observant que les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique sont remplies ;

ARRETE

Article 1er : La demande présentée par Madame Laurence ROSATI en vue de transférer son officine située au 2 rue Pasteur vers le n° 76 rue de la Gare à Mont-Saint-Martin (54350), est accordée.

Article 2 : La licence ainsi accordée est enregistrée sous le n°54#001065.

Article 3 : L'officine doit être effectivement ouverte au public au plus tard à l'issue d'un délai d'un an, qui court à compter de la notification du présent arrêté. Une prolongation pourra être accordée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé en cas de force majeure.

Article 4 : L'exploitation de l'officine faisant l'objet de la présente devra être déclarée auprès du Conseil compétent de l'Ordre des Pharmaciens, conformément à l'article L. 5125-16 du Code de la Santé Publique.

Article 5 : La licence n° 54#000211 octroyée le 24 juillet 1952 sera caduque dès la réalisation du transfert.

Article 6 : L'officine transférée ne peut faire l'objet d'une cession totale ou partielle, d'un regroupement ni être transférée avant un délai de 5 ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf cas de force majeure constatée par le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine.

Article 7 : En vertu de l'article L. 5125-7 alinéa 4, toute cessation définitive d'activité de l'officine entraîne la caducité de la licence, qui doit être remise au Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé par son dernier titulaire ou par ses héritiers.

Article 8 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – Direction générale de l'offre de soins – 14 avenue Duquesne – 75350 PARIS 07 SP – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Nancy- 5, place Carrière – 54036 NANCY CEDEX – pour le recours contentieux,

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 9 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Madame Laurence ROSATI et sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Lorraine et de Meurthe-et-Moselle.

Une copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle ;
 - Madame la Présidente du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union régionale des pharmacies de Lorraine ;
 - Monsieur le Président de la Chambre syndicale des pharmaciens de Lorraine.
- Nancy, le 23 septembre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVOISE

Arrêté n° 366-2011 du 29 septembre 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) - Autorisation n° 54-87 - N° FINESS Entité juridique : 54 002 262 1

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;

VU l'arrêté du 26 novembre 1999 modifié relatif à la bonne exécution des analyses de biologie médicale ;

VU l'arrêté n° 2010-391 en date du 25 Novembre 2010 définissant les territoires de santé de la région Lorraine ;

VU l'arrêté n° 2010-136 du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire Saint Rémy » sise 28 rue de la Pologne à LUNÉVILLE (54300) enregistrée sous le n°04 (ancien n° FINESS EJ : 540002334) ;

VU l'arrêté n° 2010-154 du 30 juin 2010 portant modification de fonctionnement du laboratoire de biologie médicale sis 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300), enregistré sous le n° 54-87 ;

VU les arrêtés préfectoraux portant autorisation de fonctionnement des laboratoires de biologie médicale désignés ci-après, se transformant en sites du laboratoire de biologie médicale ;

CONSIDERANT la demande présentée le 9 mai 2011, et complétée les 1er août 2011 et 5 septembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS) « Laboratoire Saint Rémy » dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) ;

CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 4 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 4 sites dont le siège social est situé au 28 rue de la Pologne à Lunéville ;

CONSIDERANT la nomination de deux biologistes médicaux, Mademoiselle GENIN et Mademoiselle François, afin de répondre aux exigences de la réglementation ;

CONSIDERANT qu'un biologiste médical est en contrat de travail à durée déterminée, conclu à compter du 16 mai 2011 et jusqu'au 31 décembre 2011 ;

CONSIDERANT qu'il reviendra au bénéficiaire de l'autorisation de transmettre à l'ARS les éléments justifiant le respect des dispositions de l'article L. 6222-6 du Code de la Santé Publique à l'issue du contrat à durée déterminée ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, sont abrogées les autorisations de fonctionnement délivrées aux laboratoires de biologie médicale exploités par la SELAS « Laboratoire Saint Rémy » :

- Laboratoire de biologie médicale, 28 rue de la Pologne 54300 LUNEVILLE, autorisé à fonctionner sous le n° 54-87 (ancien n° FINESS : 54000397 7) ;
- Laboratoire de biologie médicale, 39 rue de la Division Leclerc 54120 BACCARAT, autorisé à fonctionner sous le n° 54-64 (ancien n° FINESS : 54 000 375 3)
- Laboratoire de biologie médicale, 9 place Léopold 54300 LUNEVILLE, autorisé à fonctionner sous le n° 54-93 (ancien n° FINESS : 54 002 036 9)
- Laboratoire de biologie médicale, 97 rue Jules Ferry 88110 RAON L'ETAPE, autorisé à fonctionner sous le n° 88-37 (ancien n° FINESS : 88 000 160 7)

Article 2 : A compter de la date du présent arrêté, le laboratoire de biologie médicale SELAS « Laboratoire Saint Rémy » (FINESS Juridique : 54 002 262 1) dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne 54300 LUNEVILLE est autorisé à fonctionner sous le numéro 54-87 sur les 4 sites suivants, ouverts au public :

28 rue de la Pologne – 54300 LUNEVILLE

N° FINESS Etablissement : 54 002 263 9

- Biologistes présents : M. DUROCH, Mme PIERRETTI, Mme GENIN et Melle FRANCOIS.

- Activités réalisées : Hématocytologie, Hémostase, Immunohématologie, Bactériologie, Parasitologie-mycologie, Sérologie infectieuse, Virologie, Allergie, Auto-immunité, Biochimie générale et spécialisée, Pharmacologie-toxicologie.

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 18h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

39 rue de la Division Leclerc – 54120 BACCARAT

N° FINESS Etablissement : 54 002 265 4

- Biologiste présent : Mme WERNEBURG-IRION

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au mercredi et du vendredi au samedi de 7h45 à 12h15. Fermé le jeudi toute la journée

9 place Léopold – 54300 LUNEVILLE

N° FINESS Etablissement : 54 2 264 7

- Biologiste présent : Mme PETRY

- Activités réalisées : aucune activité technique

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au samedi de 7h30 à 12h00

97 rue Jules Ferry – 88110 RAON L'ETAPE

N° FINESS Etablissement : 88 000 706 7

- Biologiste présent : M. BINA

- Activités réalisées : Hématocytologie, Hémostase.

- Heures d'ouvertures au public : du lundi au vendredi de 7h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h30 et le samedi de 7h30 à 12h00

* Le laboratoire multisite est dirigé par les biologistes coresponsables suivants :

- M. André BINA, biologiste médical, Pharmacien

- M. Jean-Paul DUROCH, biologiste médical, Pharmacien

- Mme Brigitte WERNEBURG-IRION, biologiste médical, Médecin

- Mme Isabelle PETRY, biologiste médical, Pharmacien

* Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Mme Anne PIERRETTI, biologiste médical, Pharmacien

- Mme Marie-Hélène GENIN, biologiste médical, Pharmacien

- Melle Anne-Laure FRANCOIS, biologiste médical, Médecin

Article 3 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 4 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75 350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,

Devant le Tribunal Administratif de Nancy- 5 place Carrière – 54036 NANCY Cedex - pour le recours contentieux.

à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 5 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire Saint Rémy », dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé ;

- Monsieur le Président du Conseil départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Conseil Central de la section G) ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle ;

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges ;

et publié au recueil des actes administratifs des Préfectures de Lorraine, Meurthe-et-Moselle et des Vosges.

Nancy, le 29 septembre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté n° 367-2011 du 29 septembre 2011 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire Saint-Remy » sis au 28 rue de la Pologne - Lunéville (54300) – enregistrée sous le n° 04

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la santé publique et notamment le livre II de la sixième partie ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 69 ;

VU la loi n° 90-1258 du 31 décembre 1990 relative à l'exercice sous forme de sociétés des professions libérales soumises à un statut législatif ou réglementaire ou dont le titre est protégé ;

VU l'ordonnance n° 2010-49 du 13 janvier 2010 relative à la biologie médicale et notamment son article 7 relatif aux dispositions transitoires et finales ;

VU le décret n° 92-545 du 17 Juin 1992 relatif aux sociétés d'exercice libéral de directeurs et directeurs adjoints de laboratoires d'analyses de biologie médicale ;

VU le décret n° 2010-344 du 31 mars 2010 tirant les conséquences, au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires et notamment son article 208 ;
VU l'arrêté n° 2010-136 du 30 juin 2010 portant modification de l'agrément de la société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « Laboratoire Saint Rémy » sise 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300) enregistrée sous le n° 04 ;
VU l'arrêté préfectoral n° 11.B1.85 du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Jean-François BENEVEISE, directeur général de l'agence régionale de santé ;
VU l'arrêté n° 366-2011 du 29 septembre 2011 portant autorisation de fonctionnement d'un laboratoire de biologie médicale multisite sis 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) ;
CONSIDERANT la demande présentée le 9 mai 2011, complétée les 1er août 2011 et 5 septembre 2011, par le Groupement Strasbourgeois d'Avocats au nom et pour le compte de la SELAS « Laboratoire Saint Rémy » ;
CONSIDERANT que la demande porte sur la transformation de 4 laboratoires de biologie médicale existants et autorisés préalablement à la publication de l'ordonnance du 13 janvier 2010 susvisée, en un laboratoire de biologie médicale multisite implanté sur 4 sites et dont le siège social est situé au 28 rue de la Pologne à Lunéville (54300) ;

ARRETE

Article 1er : A compter de la date du présent arrêté, les dispositions de l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2010-136 du 30 juin 2010 susvisé relatif à l'agrément de la Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée SELAS « LABORATOIRE SAINT REMY » sont remplacées par les suivantes :

* Dénomination sociale : « LABORATOIRE SAINT REMY »

* Siège social : 28 rue de la Pologne - 54300 LUNEVILLE

* Forme juridique : Société d'Exercice Libéral par Actions Simplifiée (SELAS)

* Sites exploités : La société d'exercice libéral par actions simplifiée SELAS « LABORATOIRE SAINT REMY » agréée sous le n° 04 exploite à compter de la date du présent arrêté le laboratoire de biologie médicale multisite dont le siège social est situé 28 rue de la Pologne à LUNEVILLE (54300), autorisé sous le n° 54-87 et implanté sur les 4 sites ci-dessous :

- 28 rue de la Pologne – 54300 LUNEVILLE

- 39 rue de la Division Leclerc – 54120 BACCARAT

- 9 place Léopold – 54300 LUNEVILLE

- 97 rue Jules Ferry – 88110 RAON L'ETAPE

* Les fonctions de biologistes coresponsables sont assurées par :

- Monsieur André BINA, biologiste médical, Pharmacien

- Monsieur Jean-Paul DUROCH, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Brigitte WERNEBURG-IRION, biologiste médical, Médecin

- Madame Isabelle PETRY, biologiste médical, Pharmacien

* Les fonctions de biologiste médical sont assurées par :

- Madame Anne PIERETTI, biologiste médical, Pharmacien

- Madame Marie-Hélène GENIN, biologiste médical, Pharmacien

- Mademoiselle Anne-Laure FRANCOIS, biologiste médical, Médecin

Article 2 : Toute modification survenue postérieurement à la décision d'autorisation soit en la personne d'un associé, soit dans les conditions d'exploitation, devra être portée à la connaissance du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé. L'autorisation sera retirée lorsque les conditions légales et réglementaires cesseront d'être remplies.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours dans un délai de 2 mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur-75350 PARIS SP07 - pour le recours hiérarchique ;

Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY CEDEX - pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine et le Préfet de la Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SELAS « Laboratoire Saint Rémy » 28 rue de la Pologne 54300 LUNEVILLE, et dont une copie sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Général de l'Agence Française de Sécurité Sanitaire des Produits de Santé,

- Monsieur de Président du Conseil Départemental de l'Ordre des Médecins de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Président du Conseil National de l'Ordre des Pharmaciens (Section G),

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de Meurthe et Moselle,

- Monsieur le Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie des Vosges,

et sera publié au Recueil des actes Administratifs de la Préfecture de Lorraine, Meurthe et Moselle et des Vosges.

Nancy, le 29 septembre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2011-383 du 6 octobre 2011 portant rejet de la demande de transfert d'une officine de pharmacie à Yutz

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 5125-3 à L. 5125-32 et R. 5125-9 à R. 5125-12 ;

VU la loi n° 2007-1786 du 19 décembre 2007 de financement de la sécurité sociale pour 2008 et notamment son article 59 ;

VU l'arrêté du 21 mars 2000, modifié par l'arrêté du 6 juin 2000, fixant la liste des pièces justificatives devant être jointes à une demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 18 octobre 1985 portant l'octroi de la licence de pharmacie d'officine n°368 sise au 61, rue de Kuntzig sur la commune de YUTZ ;

VU la déclaration d'exploitation n° 807 enregistrée le 28 mars 1995 pour une exploitation par Monsieur Philippe CLEYET-MERLE, en qualité d'associé unique de l'EURL « Pharmacie Philippe CLEYET-MERLE », de l'officine de pharmacie sise 61, rue de Kuntzig sur la commune de YUTZ ;

CONSIDERANT la demande présentée par l'EURL « Pharmacie Philippe CLEYET-MERLE » représentée par Monsieur Philippe CLEYET-MERLE, docteur en pharmacie, en vue de transférer son officine de pharmacie du 61, rue de Kuntzig à Yutz (57970) au 5, avenue Julien Absalon à Yutz (57970), enregistrée au vu de l'état complet du dossier le 1er juillet 2011 ;

CONSIDERANT, conformément aux dispositions de l'article L. 5125-4 du Code de la Santé Publique :

- L'avis favorable émis par le Préfet de Moselle en date du 26 juillet 2011 ;

- L'avis défavorable émis par le Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens de Lorraine en date du 8 septembre 2011 ;

- L'avis défavorable émis par la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle en date du 5 septembre 2011 ;

- L'avis favorable émis par l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine en date du 21 juillet 2011 ;

- L'absence d'avis de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine ;

CONSIDERANT que, au vu de la demande déposée, les conditions minimales d'installation prévues aux articles R. 5125-9 à R. 5125-11 du Code de la Santé Publique seront remplies ;

CONSIDERANT que la population municipale de la commune de Yutz où se situe l'officine dont le transfert est projeté est de 16 203 habitants selon le recensement de la population légale en 2008 entré en vigueur le 1er janvier 2011 ;
CONSIDERANT que conformément à l'article L. 5125-14 du Code de la Santé Publique, le transfert d'une officine de pharmacie peut s'effectuer au sein d'une même commune ;
CONSIDERANT que 4 officines sont installées sur la commune de Yutz ;
CONSIDERANT que le transfert est projeté au sein d'un futur pôle médical de Yutz, en cours de construction dans le quartier Olympe II ;
CONSIDERANT que l'officine la plus proche se situe à environ 1500 mètres de l'emplacement actuel ;
CONSIDERANT que l'emplacement proposé pour le transfert se situe à environ 750 mètres en distance routière de l'emplacement actuel de l'officine, en se rapprochant de l'officine la plus proche ;
CONSIDERANT qu'à ce jour, la zone dans laquelle le transfert est souhaité ne compte pas de résidences ;
CONSIDERANT par conséquent que la répartition de la population est à ce jour inchangée ;
CONSIDERANT que la localisation actuelle des officines installées sur la commune de Yutz assure une desserte optimale au sein de la commune ;
CONSIDERANT par ailleurs que la demande initiale présentée pour l'octroi en 1985 de la licence de l'officine sise 61 rue Kuntzig à Yutz, et accordée selon la procédure de dérogation, était motivée par l'extension du quartier « Stockholm » et par la desserte de la population de deux communes avoisinantes, de sorte que ce transfert les désavantagerait ;
CONSIDERANT que selon les plans transmis le 19 novembre 2002, dans le cadre de l'extension et de la modification de façade, les locaux actuels de l'officine sise 61 rue Kuntzig à Yutz, répondent aux dispositions réglementaires en matière de conditions d'installation et permettent un exercice de la pharmacie dans des conditions adéquates et un accès permanent au public ;

ARRETE

Article 1er : La demande de licence présentée par Monsieur Philippe CLEYET-MERLE en vue de transférer son officine de pharmacie du 61, rue de Kuntzig au 5, avenue Julien Absalon à Yutz (57970) est rejetée.

Article 2 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 - pour le recours hiérarchique,
Devant le Tribunal Administratif de Strasbourg – 31 avenue de la Paix – 67000 STRASBOURG Cedex - pour le recours contentieux.
à compter de sa notification aux personnes auxquelles il est signifié ou de sa publication au recueil des actes administratifs pour les autres personnes.

Article 3 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au pharmacien titulaire et dont copie sera adressée à :

- Monsieur le Préfet de Moselle,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional de l'Ordre des Pharmaciens,
 - Monsieur le Président de l'Union Régionale des Pharmacies de Lorraine,
 - Monsieur le Président de l'Union Syndicale des Pharmaciens d'Officine de Lorraine,
 - Monsieur le Président de la Chambre Syndicale des Pharmaciens de Moselle,
- et publié aux recueils des actes administratifs des préfectures de Lorraine, de Meurthe et Moselle et de Moselle.

Nancy, le 6 octobre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

Arrêté ARS n° 2011-394 du 18 octobre 2011 portant modification de la composition du Comité de Protection des Personnes CPP « Est III »

Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,

VU le Code de la Santé Publique et notamment les articles L. 1114-1, L. 1123-1 à L. 1123-3, L. 1123-14, R. 1123-4 à R. 1123-10 et R. 1123-18 ;
VU l'arrêté du 13 janvier 2010 fixant le règlement intérieur type devant être adopté par les comités de protection des personnes
VU l'arrêté du 23 janvier 2009 relatif au montant des indemnités susceptibles d'être allouées aux membres du comité de protection des personnes, aux experts et aux spécialistes appelés à participer aux travaux du comité
VU l'arrêté ministériel du 19 juin 2006 portant agrément des Comités de Protection des Personnes « Est-I », « Est-II », « Est-III » et « Est-IV » au sein de l'interrégion de recherche clinique « Est » ;
VU le décret du 31 mars 2010 (art 5) tirant les conséquences au niveau réglementaire, de l'intervention de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;
VU la circulaire DGS/SD/2006/259 du 15 juin 2006 relative à la mise en place des Comités de Protection des Personnes ;
VU la circulaire DGS/SD1B/2006/124 du 10 mars 2006 relative à l'agrément des associations représentant les usagers dans les instances hospitalières ou de santé publique ;
CONSIDÉRANT la démission d'un membre titulaire du comité de protection des personnes CPP « Est III » dans la catégorie personne qualifiée en raison de sa compétence juridique ;
CONSIDÉRANT les candidatures reçues suites à l'appel à candidatures diffusé ;

ARRETE

Article 1er : La composition du Comité de Protection des Personnes « Est-III » sis Hôpital de Brabois – rue du Morvan – 54511 Vandoeuvre Les Nancy Cedex est modifiée comme suit :

Premier collège :

I - Pour les personnes ayant une qualification et une expérience approfondie en matière de recherche biomédicale dont au moins deux médecins et une personne qualifiée en raison de sa compétence en matière de bio statistique ou d'épidémiologie :

* Membres titulaires :

- M. BEAU Didier
- M. PERRIN Philippe
- Mme LUPORSI Elisabeth
- M. PETON Patrick

* Membres suppléants :

- Mme ALBUISSON Eliane
- M. LAMAZE Robert
- Mme LOOS AYAV Carole
- M. ROBERT Vincent

II - Pour les médecins généralistes :

* Membre titulaire :

- M. FENOT Jean Luc

* Membre suppléant :

- Mme CARAYON Isabelle

III - Pour les pharmaciens hospitaliers :

- * Membre titulaire :
 - M. BUREAU Alain
- * Membre suppléant :
 - Mlle RAFFY Françoise Marie

IV - Pour les infirmiers :

- * Membre titulaire :
 - M. PFEIFFER Guillaume
- * Membre suppléant :
 - Mme GAUDRON Mireille

Deuxième collège :

V - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence à l'égard des questions d'éthiques :

- * Membre titulaire :
 - Mme CONTET-AUDONNEAU Nelly
- * Membre suppléant :
 - M. DUCROCQ Xavier

VI - Pour les travailleurs sociaux :

- * Membre titulaire :
 - Mme BLONDELET Isabelle
- * Membre suppléant :
 - Mme LIST Carine

VII - Pour les psychologues :

- * Membre titulaire :
 - Mme BATT Martine
- * Membre suppléant :
 - Mme PETERMANN Laurence

VIII - Pour les personnes qualifiées en raison de leur compétence en matière juridique :

- * Membres titulaires :
 - Mme TOUSSAINT Sabine
 - M. VAUTHIER Jean-Philippe
- * Membres suppléants :
 - Mme CLAUDOT Frédérique
 - A pourvoir

IX - Pour les représentants des associations agréées de malades et d'usagers du système de santé :

- * Membres titulaires :
 - M. VIDAL Pierre
 - M. PETIT Jean-Louis
- * Membres suppléants :
 - Mme FRANCOIS Maud
 - Mme BOUTET Monique

Article 2 : Les nouveaux membres dudit comité sont nommés jusqu'au terme de l'agrément du Comité, soit le 18 juin 2012.

Article 3 : Les dispositions du présent arrêté pourront faire l'objet d'un recours, dans un délai de deux mois :

- Auprès du Ministre du Travail, de l'Emploi et de la Santé – 8 avenue de Ségur – 75350 PARIS SP 07 – pour le recours hiérarchique,
- Devant le Tribunal Administratif de Nancy – 5 Place Carrière – 54036 NANCY Cedex -pour le recours contentieux.

Article 4 : Le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe et Moselle et de Région.

Nancy, le 18 octobre 2011

Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Lorraine,
Jean-François BENEVEISE

DIRECTION REGIONALE DES ENTREPRISES, DE LA CONCURRENCE, DE LA CONSOMMATION, DU TRAVAIL ET DE L'EMPLOI DE LORRAINE

UNITE TERRITORIALE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Décision du 20 octobre 2011 portant agrément de l'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES - 15 rue de Voise - 54450 Blâmont en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande et les pièces justificatives validées par l'autorité administrative le 19 septembre 2011 présentées par Monsieur LOUIS-CASTET Patrick – Président de l'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES - 15 rue de Voise - 54450 BLAMONT ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association LORRAINE ENERGIES RENOUVELABLES - 15 rue de Voise - 54450 BLAMONT

SIRET 484 397 757 000 10 Code APE 913E

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 20 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Décision du 20 octobre 2011 portant agrément de l'association MAISON DU TOURISME EN PAYS TERRES DE LORRAINE - 1 place du Général de Gaulle - BP 70135 - 54205 TOUL cedex en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la Loi n°2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie ;

VU l'article L 3332-17-1 du code du travail ;

VU la demande validée par l'autorité administrative le 11 juillet 2011 présentée par Monsieur Christian DAYNAC – Président de l'association MAISON DU TOURISME EN PAYS TERRES DE LORRAINE - 1 place du Général de Gaulle - BP 70135 - 54205 TOUL cedex ;

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

DECIDE

Article 1er : L'association MAISON DU TOURISME EN PAYS TERRES DE LORRAINE - 1 place du Général de Gaulle - BP 70135 - 54205 TOUL cedex

SIRET 501 664 890 000 16 Code APE 9499Z

est agréée en qualité d'entreprise solidaire au sens de l'article L 3332-17-1 du code du travail.

Cet agrément est accordé pour une durée de deux ans à compter de sa notification.

Article 2 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle et le Directeur de l'Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle de la DIRECCTE LORRAINE sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de cette décision qui sera notifiée à l'entreprise et publiée au recueil des actes administratifs de la Préfecture. Elle fera en outre l'objet d'une transmission au Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Santé (délégation interministérielle à l'innovation sociale et à l'économie sociale et direction du trésor).

Nancy, le 20 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

INSPECTION ACADEMIQUE

SECRETARIAT GENERAL

Arrêté du 30 septembre 2011 accordant subdélégation de signature par l'Inspecteur d'Académie

L'Inspecteur d'Académie, Directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'éducation et notamment son article D 222-20 ;

VU le décret du Président de la République en date du 7 mai 2009 nommant Monsieur Philippe PICOCHÉ, inspecteur d'académie, directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du Président de la République en date du 10 septembre 2010 nommant Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie, inspectrice pédagogique régionale, dans l'emploi d'inspectrice d'académie adjointe de Meurthe-et-Moselle à compter du 1er août 2010 ;

VU l'arrêté ministériel du 21 décembre 2009 portant affectation de Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale, en qualité d'Inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie, à compter du 1er janvier 2010,

VU l'arrêté ministériel du 11 avril 2011 nommant Monsieur David-Olivier COMTE, conseiller d'administration scolaire et universitaire, dans l'emploi d'administrateur de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, en qualité de secrétaire général de l'inspection académique de Meurthe-et-Moselle à compter du 2 mai 2011 ;

ARRETE

Article 1er : Délégation permanente de signature est donnée à :

- Madame Christine DODANE-BEGUE, inspectrice d'académie adjointe,

- Madame Dominique VEILLON-PERRIN, inspectrice de l'éducation nationale adjointe à l'inspecteur d'académie,

- Monsieur David-Olivier COMTE, secrétaire général,

à l'effet de signer, au nom de l'inspecteur d'académie directeur des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle, tous les actes administratifs, les décisions et les correspondances relatifs :

- à l'organisation et la gestion matérielle de l'inspection académique,

- à la gestion financière, dans la limite de la délégation prévue par l'arrêté préfectoral n°11.OSD.15 du 22 août 2011 et notamment ses articles 4 et 10,

- aux domaines délégués par l'arrêté préfectoral n°11.BI.96 du 22 août 2011, dans les limites prévues par ce dernier,

- à l'implantation des emplois d'enseignants du premier degré,

- à la structure pédagogique et la répartition des moyens des collèges,

- au contrôle des actes de collèges,

- à l'organisation des examens et concours relevant de la compétence propre des inspecteurs d'académie,

- à la vie de l'élève (dont notamment les décisions relatives à l'affectation),

- la gestion des instituteurs et professeurs des écoles, des agents non titulaires, des personnels de l'enseignement privé, à l'exception des décisions relatives aux sanctions disciplinaires.

Article 2 : L'arrêté du 25 août 2011 portant délégation de signature est abrogé.

Article 3 : Le secrétaire général est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 30 septembre 2011

L'Inspecteur d'Académie,
Philippe PICOCHÉ

Arrêté du 12 octobre 2011 portant nomination d'un régisseur d'avances et de recettes auprès de la régie d'avances et de recettes des services départementaux de l'Education Nationale de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le décret n°62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment son article 18 ;

VU le décret n°66-850 du 15 novembre 1966 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs, modifié par les décrets n°76-070 du 15 janvier 1976, n°2003-636 du 7 juillet 2003 et n° 2004-737 du 21 juillet 2004 ;

VU le décret n°92-681 du 20 juillet 1992, relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

VU le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993, relatif au taux de l'indemnité de responsabilité et au montant du cautionnement ;
VU l'arrêté du 27 décembre 2001 fixant le seuil de dispense de cautionnement des régisseurs d'avances et des régisseurs de recettes ;
VU l'arrêté interministériel du 28 novembre 1996, modifié par l'arrêté du 28 août 2002, habilitant les préfets à instituer des régies d'avances et des régies de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale
VU l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993 relative aux régies de recettes et aux régies d'avances ;
VU la demande présentée par Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle en vue de la nomination d'un nouveau régisseur
VU l'arrêté préfectoral du 5 août 2005, instituant une régie d'avances auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle ;
VU l'avis émis par Mme la Directrice Départementale des Finances Publiques en ce qui concerne la nomination du régisseur, le 7 octobre 2011 ;
SUR proposition de Monsieur le secrétaire général de la Préfecture ;

ARRETE

Article 1er : Monsieur Régis BELLOEIL, secrétaire administratif, est nommé régisseur d'avances et de recettes auprès des services départementaux de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle.

Article 2 : Le régisseur d'avances institué est tenu de constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'article 4 du décret n° 92-681 du 29 juillet 1992. Il percevra une indemnité de responsabilité dans les conditions fixées par l'arrêté du 3 septembre 2001 modifiant l'arrêté du 28 mai 1993, qui fixe également le montant du cautionnement.

Article 3 : Monsieur Régis BELLOEIL tiendra une comptabilité de la régie conformément aux dispositions de l'instruction codificatrice 93-75-A-B-K-O-P-R du 29 juin 1993, présentera ses dépenses en remboursement et versera ses recettes au moins une fois par mois.

Article 4 : L'arrêté préfectoral du 16 octobre 2007 portant même objet est abrogé.

Article 5 : Monsieur le secrétaire général de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle, Madame la Directrice Départementale des Finances Publiques et Monsieur l'inspecteur d'académie, directeur départemental des services de l'éducation nationale de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.
Nancy, le 12 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES FINANCES PUBLIQUES

Décision du 1er septembre 2011 nommant deux nouvelles présidentes à la Commission Départementale des Impôts Directs et de la Taxe sur le Chiffre d'affaires

La Présidente du Tribunal Administratif de Nancy,

VU le code général des impôts, notamment en son article 1651 ;

DECIDE

Article 1er : Sont désignées pour présider la commission départementale des impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires de MEURTHE-et-MOSELLE, à compter du 1er septembre 2011 :

- Mme Annick WOLF, vice-présidente au tribunal administratif ;
- Mlle Laure GRANDMAIRE, conseiller au tribunal administratif.

Article 2 : La présente décision remplace la précédente en date du 31 août 2009 à compter du 1er septembre 2011 et sera notifiée au directeur des services fiscaux de Meurthe-et-Moselle.
Nancy, le 1er septembre 2011

La Présidente,
Claire SERRE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA PROTECTION DES POPULATIONS

Arrêté n° 11.D.D.P.73 du 12 septembre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Jean-François BOSSU à Essey-lès-Nancy

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3
et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;
VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;
SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Jean-François BOSSU
Clinique du Gremillon
22 avenue du 69ème R.I.
54270 ESSEY LES NANCY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 12 septembre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 11.D.D.P.81 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Christelle LAURENT-ADAMUS à Golbey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU l'arrêté préfectoral 11.B1.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Christelle LAURENT-ADAMUS
Clinique vétérinaire de la Fonderie
47 rue de lorraine
88190 GOLBEY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 11.D.D.P.82 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Gauthier GARCON à Verdun

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée;

VU l'arrêté préfectoral 11.B1.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Gauthier GARCON
Clinique vétérinaire Saint-François
14 rue du Fort de Vaux
55100 VERDUN

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 11.D.D.P.83 du 3 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Marion MASSENAVETTE à Vicherey

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Marion MASSENAVETTE
SCP DONNAY-ARCHAMBEAU
6 rue Jallois
88170 VICHÉREY

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 3 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

Arrêté n° 11.D.D.P.88 du 21 octobre 2011 portant délivrance du mandat sanitaire au docteur Olivier FREBY à Vezelize

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural, ses articles L.221-11, L.221-12, L.221-13 et L.231-3

et les articles R.221-4, R.221-5 et R.221-7 à R.221-10 et R.221-12 à R.221-20 ;

VU la demande présentée par l'intéressée ;

VU l'arrêté préfectoral 11.BI.84 du 22 août 2011 portant délégation de signature à Madame Catherine BOURGUIGNON, Directrice Départementale de la Protection de la Population de Meurthe et Moselle ;

SUR proposition de la Directrice Départementale de la Protection des Populations,

ARRETE

Article 1er : Le mandat sanitaire prévu à l'article L.221-11 du code rural est attribué pour une durée de un an renouvelable à :

Docteur Olivier FREBY
Clinique vétérinaire de Vezelize
25 rue de Verdun
54330 VEZELISE

Article 2 : Le mandat sanitaire est renouvelable, pour les vétérinaires sanitaires, par période de cinq années tacitement reconduites, si le vétérinaire a satisfait aux obligations, notamment en matière de formation continue prévues à l'article R.221-12.

Article 3 : Le mandat sanitaire devient caduc lorsque son titulaire cesse d'être inscrit au tableau de l'Ordre Régional des Vétérinaires de Lorraine ou s'il s'agit d'un élève d'école nationale vétérinaire lorsqu'il n'est plus sous contrat avec un vétérinaire du département.

Article 4 : Le titulaire du présent mandat est placé sous l'autorité de la directrice départementale de la Protection des Populations pour l'exécution des prophylaxies dirigées par l'État et des opérations de police sanitaire des maladies des animaux.

Article 5 : En cas d'inobservation des instructions de la directrice départementale de la Protection des Populations ou des règlements de santé publique vétérinaire, le présent mandat peut être suspendu jusqu'à la comparution de son titulaire en commission de discipline.

Article 6 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et la directrice départementale de la Protection des Populations sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Malzéville, le 21 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
La Directrice Départementale de la Protection des Populations
et par délégation,
Mme Emmanuelle PORTEMER

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AGRICULTURE - FORÊT - CHASSE

Décision de la commission départementale de la chasse et de la faune sauvage du 7 octobre 2011 en formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

Lors de sa séance du 7 octobre 2011, la formation spécialisée pour l'indemnisation des dégâts de gibier aux cultures et aux récoltes agricoles a arrêté les dispositions suivantes pour la campagne 2011 :

Barème d'indemnisation (3^{ème} partie)

- Céréales et oléo-protéagineux :

	Blé meunier Epautre	Orge d'hiver Escourgeon	Orge de brasserie (printemps)	Orge de brasserie (hiver)	AVOINE	SEIGLE	TRITICALE	COLZA	POIS	FEVEROLES
en €/q	18,20	17,70	23,50	19,90	18,50	17,60	17,60	41,80	23,80	26,30

- Productions biologiques : cf. barème PROBIOLOR
Dates limites d'enlèvement des récoltes

Céréales (sauf maïs)	: 15 septembre
Pois	: 15 septembre
Colza d'automne	: 15 septembre
Colza de printemps	: 1er octobre
Maïs fourrage	: 1er novembre
Tournesol	: 15 novembre
Maïs grain	: 1er décembre
Féveroles	: 1er décembre
Betteraves sucrières	: 1er décembre
Choux fourragers	: 1er mars

Pour le préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental,
M. MARTY

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/369 du 10 octobre 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Sponville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Mme Christine BOEHLER, sous-préfète de l'arrondissement de Briey ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 14/12/1971 portant institution de l'association foncière de SPONVILLE ;
VU la proposition du bureau de l'association foncière de SPONVILLE en date du 22 juillet 2011 ;
VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de SPONVILLE en date du 25 août 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;
VU les statuts de l'association foncière de SPONVILLE ;
VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 19 septembre 2011 ;
SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de SPONVILLE, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 25 août 2011, sont approuvés.

Article 2 : La sous-préfète de Briey et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de SPONVILLE, adressé au président de l'association foncière de SPONVILLE, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.
Briey, le 10 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
La Sous-Préfète de Briey,
Christine BOEHLER

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/374 du 10 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière d'Avrainville

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 05 juillet 1993 portant institution de l'association foncière d'AVRAINVILLE ;
VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière d'AVRAINVILLE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 22 juillet 2011 du président de l'association foncière d'AVRAINVILLE ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière d'AVRAINVILLE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie d'AVRAINVILLE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière d'AVRAINVILLE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 10 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/376 du 10 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Pagney-derriere-Barine

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de Toul ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 05 juillet 1993 portant institution de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE ;

VU la décision en date du 08 juin 2011 par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;

VU le courrier de réponse en date du 27 juin 2011 du président de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE ;

CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de PAGNEY DERRIERE BARINE.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de PAGNEY DERRIERE BARINE ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Toul, le 10 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet,
Hubert ESPIASSE

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté DDT/AFC/Association foncière/2011/380 du 18 octobre 2011 approuvant les statuts de l'association foncière de Domjevin

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n°2006-504 du 03 mai 2006 portant application de l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 et notamment ses articles 13,19,20,40 et 102 ;

VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 avril 1996 portant institution de l'association foncière de DOMJEVIN ;

VU la proposition du bureau de l'association foncière de DOMJEVIN en date du 16 mai 2011 ;

VU la délibération de l'assemblée des propriétaires de l'association foncière de DOMJEVIN en date du 23 juin 2011 portant adoption des statuts proposés par le bureau de l'association ;

VU les statuts de l'association foncière de DOMJEVIN ;

VU le courrier du président de l'association foncière transmettant les statuts de l'association, reçu à la direction départementale des territoires de Meurthe-et-Moselle le 10 octobre 2011 ;

SUR proposition du directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de DOMJEVIN, tels qu'adoptés par l'assemblée de ses propriétaires par délibération du 23 juin 2011, sont approuvés.

Article 2 : Le sous-préfet de Lunéville et le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché à la mairie de DOMJEVIN, adressé au président de l'association foncière de DOMJEVIN, à qui il appartiendra de le notifier avec les statuts aux différents propriétaires et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Lunéville, le 18 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Arrêté 2011/DDT54/AFC/Association foncière/382 du 19 octobre 2011 adoptant les statuts d'office de l'association foncière de Bathelemont-lès-Bauzemont

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU l'ordonnance n° 2004-632 du 1er juillet 2004 relative aux associations syndicales des propriétaires et notamment son article 60 ;
VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
VU les dispositions du code rural en vigueur au 31 décembre 2005 ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2011 portant délégation de signature à M. Alexis ANDRES, sous-préfet de l'arrondissement de Lunéville ;
VU l'arrêté préfectoral en date du 12 décembre 1973 portant institution de l'association foncière de BATHELEMONT LES BAUZEMONT ;
VU la décision par lequel le préfet a enjoint le président de l'association foncière de BATHELEMONT LES BAUZEMONT, de faire adopter des statuts par les instances de l'association dans un délai de 3 mois ;
VU le courrier de réponse en date du 19 octobre 2010 du président de l'association foncière de BATHELEMONT LES BAUZEMONT ;
CONSIDERANT qu'aucune suite ne sera donnée à l'injonction adressée par lettre recommandée au président de l'association foncière et conformément aux dispositions de l'article 60 de l'ordonnance n° 2004-632 du 01 juillet 2004, les statuts, ci-joint, sont adoptés d'office ;
SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Les statuts de l'association foncière de BATHELEMONT LES BAUZEMONT sont adoptés d'office.

Article 2 : Cet arrêté préfectoral est publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, affiché à la mairie de BATHELEMONT LES BAUZEMONT.

L'arrêté ainsi que les statuts sont notifiés au président de l'association foncière de BATHELEMONT LES BAUZEMONT ainsi qu'aux propriétaires ou à défaut aux personnes citées à l'article 9 du décret du 03 mai 2006.

Lunéville, le 19 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Sous-Préfet de Lunéville,
Alexis ANDRES

Délais et voies de recours : Le bénéficiaire d'une décision qui désire la contester peut saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de la décision considérée. Il peut également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 387 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Saint-Jean-lès-Longuyon - Petit Failly - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3273

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 09/08/2011 par l'EARL DE LA ROSE DES VENTS (Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie) à GRAND FAILLY concernant 55,64 ha situés à SAINT JEAN LES LONGUYON et PETIT FAILLY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Messieurs GERARD Michel et Sylvain (GAEC DE L'AUBEPINE),
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,
Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs GERARD Michel et Sylvain (GAEC DE L'AUBEPINE) et de Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie (EARL DE LA ROSE DES VENTS) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

DECIDE

Article 1er : L'EARL DE LA ROSE DES VENTS, composé de Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie, est autorisé à exploiter 55,64 ha (SAINT JEAN LES LONGUYON parcelles ZA 084, 085,086 – PETIT FAILLY parcelles ZA 025 - ZD 006, 008, 018, 042 - Z E 012, 014,020, 048 - ZH 005, 006, 050 55) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA ROSE DES VENTS (Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SAINT JEAN LES LONGUYON et PETIT FAILLY pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 388 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Petit Faily - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3282

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2011 par le GAEC DE L'AUBEPINE (Messieurs GERARD Michel et Sylvain) à PETIT FAILLY concernant 1,20 ha situés à PETIT FAILLY ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement,
VU la demande concurrente de Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie (EARL DE LA ROSE DES VENTS),
VU l'article 3 de l'arrêté préfectoral établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles définissant les priorités pour les autorisations d'exploiter,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,
Considérant que les demandes d'agrandissement de Messieurs GERARD Michel et Sylvain (GAEC DE L'AUBEPINE) et de Monsieur et Madame VARINOT Dominique et Nathalie (EARL DE LA ROSE DES VENTS) relèvent selon cet article du rang de priorité 4 (exploitations de taille économique inférieure à 150 unités SCOP/UMO),

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE L'AUBEPINE, composé de Messieurs GERARD Michel et Sylvain, est autorisé à exploiter 1,20 ha (parcelle ZE 20) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'AUBEPINE (Messieurs GERARD Michel et Sylvain).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs GERARD Michel et Sylvain, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de PETIT FAILLY pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 389 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Mairy-Mainville - Norroy-le-Sec - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3288

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 19/09/2011 par l'EARL DES MESANGES (Monsieur GUILLON Mathieu) à VIGY concernant 23,43 ha situés à MAIRY-MAINVILLE et NORROY-LE-SEC ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement avec intégration de M. THINUS Olivier en tant qu'associé au sein de cette société,

VU la demande concurrente de M. GELIOT Eric (SCEA DU PETIT MONT) et de l'EARL CENTRE EQUESTRE DE MAIRY,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,
Considérant que les demandes concurrentes de M. GELIOT Eric (SCEA DU PETIT MONT) et de l'EARL CENTRE EQUESTRE DE MAIRY ne sont pas soumises à autorisation d'exploiter,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DES MESANGES, composé de Monsieur GUILLON Mathieu, est autorisé à exploiter 23,46 ha (MAIRY MAINVILLE parcelles ZB 03, 040 - ZC 036 - ZH 016, 017, 026, 027, 032, 033, 053, 068, 088, 089 – NORROY LE SEC parcelles ZE 008, 009) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DES MESANGES (Monsieur GUILLON Mathieu).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur GUILLON Mathieu, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de MAIRY-MAINVILLE et NORROY-LE-SEC pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 390 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Affleville - Gondrecourt-Aix - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3274

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 11/08/2011 par le GAEC DES 4 CHEMINS (Messieurs FRANCOIS Eric et SCHUTZ Jean-Paul) à THUMERVILLE concernant 89,16 ha situés à AFFLEVILLE et GONDRECOURT AIX ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement suite à l'intégration de M. THOMAS Rémy .

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES 4 CHEMINS, composé de Messieurs FRANCOIS Eric et SCHUTZ Jean-Paul, est autorisé à exploiter 89,16 ha conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES 4 CHEMINS (Messieurs FRANCOIS Eric et SCHUTZ Jean-Paul).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs FRANCOIS Eric et SCHUTZ Jean-Paul, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de AFFLEVILLE et GONDRECOURT AIX pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 391 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Serrouville - Crusnes - Errouville - Mairy Mainville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3280

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 20/09/2011 par le GAEC DES ERABLES (Messieurs CLESSE Christophe et Jean-Marie) à BREHAIN LA VILLE concernant 115,65 ha situés à SERROUVILLE - CRUSNES - ERROUVILLE et MAIRY MAINVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement et l'intégration de Monsieur GUENOT Laurent, au sein du GAEC des ERABLES,
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : Le GAEC DES ERABLES, composé de Messieurs CLESSE Christophe et Jean-Marie, est autorisé à exploiter 115,65 ha (CRUSNES parcelles ZD 064, 093 – ERROUVILLE parcelles AB 032, 228 - ZA 005, 009, 010, 050, 065, 096, 098 - ZB 002, 011, 015, 016, 017, 023, 058 – MAIRY MAINVILLE parcelles ZA 004 - ZE 003, 004, 028, 034, 036 – SERROUVILLE parcelles ZI 009, 010.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DES ERABLES (Messieurs CLESSE Christophe et Jean-Marie).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLESSE Christophe et Jean-Marie, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de SERROUVILLE - CRUSNES - ERROUVILLE et MAIRY MAINVILLE pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 392 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Quevilloncourt - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3285

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,
VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,
VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,
VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,
VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,
VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,
VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,
VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,
VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,
VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,
VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 26/09/2011 par l'EARL DU SAINTOIS (Monsieur TROTOT François) à QUEVILLONCOURT concernant 16,25 ha situés à QUEVILLONCOURT ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement .
VU l'absence de demande concurrente,
VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,

DECIDE

Article 1er : L'EARL DU SAINTOIS, composé de Monsieur TROTOT François, est autorisé à exploiter 16,25 ha (QUEVILLONCOURT parcelles B 081 - C 005, 006, 007, 010, 011 - D 049, 052, 059, 060, 061, 068, 069, 070, 071, 072.) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DU SAINTOIS (Monsieur TROTOT François).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée à l'intéressé Monsieur TROTOT François, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de QUEVILLONCOURT pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Décision 2011/DDT54/AFC/n° 393 du 24 octobre 2011 concernant l'exploitation d'un bien agricole à Vandeleville - Demande d'autorisation d'exploiter n° 3290

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L 313-1, L 331-1 à L 331-12, R312-1, R313-1 à R313-8 et R331-1 à R331-12 du code rural,

VU la loi n° 2006-11 du 5 janvier 2006 d'orientation agricole,

VU le décret n° 2006-886 du 17 juillet 2006 portant application de l'article L. 331-2 (6°) du code rural,

VU le décret n° 2007-865 du 14 mai 2007 relatif au contrôle des structures des exploitations agricoles et modifiant le code rural,

VU l'arrêté préfectoral en date du 19 août 2009 établissant le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe et Moselle,

VU l'arrêté préfectoral en date du 04 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, modifié le 25 octobre 2010 et le 31 août 2011,

VU l'arrêté préfectoral en date du 08 septembre 2009 portant composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture section « structures et économie des exploitations agricoles », modifié le 05 novembre 2010 et le 07 septembre 2011,

VU le décret 2004-374 du 29 avril 2004, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements,

VU l'arrêté préfectoral en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à Monsieur Michel MARTY, directeur départemental des territoires,

VU l'arrêté préfectoral en date du 14 septembre 2011 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale,

VU la demande d'autorisation d'exploiter déposée le 29/09/2011 par le GAEC DE L'ETANCHE (Messieurs CLAUDE Hervé et Hubert) à THOREY LYAUTEY concernant 2,49 ha situés à VANDELEVILLE ; la motivation et le résultat étant l'agrandissement sur 32,24 Ha dont 29,75 Ha de biens familiaux (alliés),

VU l'absence de demande concurrente,

VU les délibérations et avis de la commission départementale d'orientation agricole section « structures et économie agricole » réunie le 20/10/2011 sur la demande précitée,

D E C I D E

Article 1er : Le GAEC DE L'ETANCHE, composé de Messieurs CLAUDE Hervé et Hubert, est autorisé à exploiter 2,49 ha (parcelles ZA 0064 - ZD 0051) conformément à la demande déposée.

Article 2 : Cette décision est établie conformément aux dispositions de l'article L 331-3 du code rural et des orientations ainsi que des priorités fixées dans le schéma directeur départemental des structures agricoles du département de Meurthe-et-Moselle.

Elle ne préjuge en rien les intentions du propriétaire sur le devenir définitif des terres, objet de la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC DE L'ETANCHE (Messieurs CLAUDE Hervé et Hubert).

Cette présente décision ne vaut pas injonction au propriétaire.

Article 3 : Le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera adressée aux intéressés Messieurs CLAUDE Hervé et Hubert, au(x) propriétaire(s), ainsi qu'au recueil des actes administratifs et en mairie de VANDELEVILLE pour affichage.

Nancy, le 24 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental des Territoires,
Pour le Directeur Départemental,
La Directrice Adjointe,
Mme FOTRE-MULLER

Ces décisions peuvent être contestées dans les deux mois qui suivent la notification si vous estimez qu'il a été fait une application incorrecte de la réglementation en vigueur, en précisant le point sur lequel porte votre contestation :

- *Par recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou hiérarchique adressé au Ministre de l'alimentation de l'agriculture, et de la pêche. L'absence de réponse dans un délai de deux mois fait naître une décision implicite de rejet qui peut elle-même être déférée au tribunal administratif de Nancy dans les deux mois suivants.*

- *Par recours contentieux devant le tribunal administratif de Nancy – 5, Place de la Carrière - C.O.38 -54036 NANCY CEDEX*

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES**Arrêté du 11 octobre 2011 portant approbation du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi n° 99-245 du 30 mars 1999 relative à la responsabilité en matière de dommages consécutifs à l'exploitation minière et à la prévention des risques miniers après la fin de l'exploitation ;

VU le code minier, notamment son article 94 ;

VU le code de l'environnement, notamment son article L.562-1 et suivants et R.562-1 et suivants;

VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2004 prescrivant la prescription du plan de prévention des risques miniers sur le territoire de la commune de Villerupt ;

VU les études des aléas miniers présentées en Conseil Scientifique de la CIAM le 21 mars 2002.

VU l'avis du conseil municipal de la commune de Villerupt ;

VU l'avis favorable de la chambre départementale d'agriculture et de la chambre départementale des Métiers et de l'Artisanat ;

VU l'avis réputé favorable de la chambre départementale de commerce et d'industrie et du centre régional de la propriété forestière,

VU le rapport et les conclusions motivées de M. le commissaire - enquêteur en date du 16 juin 2011 ;

VU le rapport de M. le directeur départemental des Territoires;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle,

A R R E T E

Article 1er : Le plan de prévention des risques miniers (P.P.R.M) est approuvé sur le territoire de la commune de Villerupt. Les risques pris en compte au titre du présent P.P.R.M sont ceux liés à la fin de l'exploitation minière et notamment : affaissements progressifs, effondrements brutaux, fontis et mouvements résiduels.

Article 2 : Le présent arrêté sera publié dans le journal ci-dessous désigné :

- Le Républicain Lorrain.

Article 3 : le présent arrêté sera affiché dans la mairie de la commune sus-visée pendant une période qui ne saurait être inférieure à un mois. Il sera également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Article 4 : Le PPR approuvé sera tenu à la disposition du public dans la mairie de la commune sus-visées, à la direction départementale des territoires, à la sous-préfecture de Briey et à la préfecture, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 6 : Les services de l'Etat, le maire de la commune sus-visée, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à :

- M. le directeur régional de l'environnement, de l'Aménagement et du logement,
- M. le chef du service interministériel de défense et de protection civile.

Nancy, le 11 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

ENVIRONNEMENT - EAU - BIODIVERSITE

Arrêté N° 54-2011-00132 du 18 octobre 2011 portant opposition à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement concernant la plan d'eau au lieu-dit Sous le Rosel à Villers-sous-Prény

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'environnement, notamment l'article L. 214-3 II 2° alinéa ;

VU la directive cadre européenne sur l'eau ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement reçu le 27/07/2011, présenté par Monsieur POQUET Bruno, enregistré sous le n° 54-2011-00132 et relatif au PLAN D'EAU AU LIEU DIT SOUS LE ROSEL A VILLERS SOUS PRENY ;

CONSIDERANT :

- Que le bassin versant du ruisseau du Trey, subit de fortes pressions exercées par la multitude de plans d'eau déjà présents notamment sur la partie amont ;
 - Que la multiplication des plans d'eau contribue à la dégradation de la qualité écologique des cours d'eau, et est incompatible avec les objectifs de la Directive Cadre Européenne ;
 - Que le SIVU du Trey a lancé une étude pour la restauration du Trey et ses affluents dans laquelle il est prévu d'effacer d'anciens plans d'eau ;
 - Que Le Trey est inventorié comme zone humide remarquable linéaire dans le SDAGE ;
 - Que le parc Naturel Régional de Lorraine a confirmé que la parcelle constitue une zone humide qui mériterait une conservation au titre de la préservation des zones humides, et qu'il a mis en évidence avant travaux, la présence du Sphinx de l'épilobe (*Proserpinus proserpina*), papillon nocturne bénéficiant de protections nationale et européenne (Directive Habitats-Faune-Flore : Annexe IV ; Convention de Berne : Annexe II ; Insectes protégés : Article 1).
 - Que le SDAGE préconise de stopper la dégradation et la disparition des zones humides (T3 O7-4.2) ;
 - Que l'objectif du SDAGE est de préserver strictement les zones humides remarquables ;
 - Que la parcelle se situe en zone inondable, et que le SDAGE préconise de préserver les zones d'expansion des crues de tout remblaiement, endiguement ou construction. En effet, ces zones jouent un rôle majeur en réduisant momentanément le débit à l'aval et en allongeant la durée de l'écoulement. La crue peut ainsi dissiper son énergie au prix de risques limités pour les vies et les biens en aval.
 - Que le dossier ne présente aucune mesure compensatoire susceptible de diminuer voire effacer l'impact du plan d'eau ;
 - Que le projet ne respecte pas le règlement du PLU de Villers-sous-Prény ;
 - Que monsieur POQUET a créé son plan d'eau sans déposer de dossier au titre du code de l'environnement, préalablement aux travaux.
- SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE ;

ARRETE

Article 1er : Opposition à déclaration

En application de l'article L 214-3, II 2° paragraphe du code de l'environnement, il est fait opposition à la déclaration présentée par Monsieur POQUET Bruno concernant le plan d'eau au lieu-dit le Rosel à Villers-sous-Prény.

Article 2 : Remise en état

Monsieur POQUET devra déposer dans un délai de 2 mois, à compter de la notification du présent Arrêté, un projet de remise en état du site, au service de police de l'eau

Article 3 : Voies et délais de recours

A peine d'irrecevabilité de tout recours contentieux à l'encontre de la présente décision, le déclarant doit, dans un délai de 2 mois suivant la notification de celle-ci, saisir préalablement le préfet en recours gracieux qui statue alors après avis de la commission compétente en matière d'environnement et de risques sanitaires et technologiques, devant laquelle le déclarant peut demander à être entendu.

Conformément à l'article R. 214.36 du code de l'environnement, le silence gardé par l'administration sur la demande déposée par le déclarant auprès du préfet pendant plus de quatre mois emporte décision de rejet du projet.

Article 4 : Publication et information des tiers

Une copie du présent arrêté sera transmise à la mairie de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY, pour affichage pendant une durée minimale d'un mois

Ces informations seront mises à disposition du public sur le site Internet de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE pendant une durée d'au moins 6 mois.

Article 5 : Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE,
- Le maire de la commune de VILLERS-SOUS-PRENY,
- Le directeur départemental des territoires de MEURTHE-ET-MOSELLE
- Le chef de service départemental de l'ONEMA de Meurthe-et-Moselle,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de MEURTHE-ET-MOSELLE.

Nancy, le 18 octobre 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté DDT/EEB/ASS-54-2011-0007 du 20 octobre 2011 mettant en demeure le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt de respecter les échéances de son programme de travaux pour la mise en conformité de la station d'épuration de l'agglomération de Bayon

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la directive (CEE) n° 91-271 du Conseil du 21 mai 1991 modifiée relative au traitement des eaux urbaines résiduaires ;

VU le code de l'environnement, et notamment son livre II et les articles R214-1 à R214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.2224-6 à L.2224-11-6 et R. 2224-6 à R. 2224-16 ;

VU le code de la santé publique, et notamment le livre III de la 1re partie ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques ;

VU le code pénal ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement ainsi qu'à la surveillance de leur fonctionnement et de leur efficacité, et aux dispositifs d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique supérieure à 1,2 kg/j de DBO5 ;

VU l'arrêté préfectoral du 19 septembre 2005 relatif à l'organisation de la police de l'eau et de la pêche dans le département de Meurthe-et-Moselle ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Rhin-Meuse approuvé par le préfet coordonnateur de bassin le 27 novembre 2009 ;

VU la circulaire du 8 décembre 2006, et son additif du 17 décembre 2007, relative à la mise en conformité de la collecte et du traitement des eaux usées ;

VU le dossier de déclaration 54-2010-00162 déposé par le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt au titre du code de l'environnement et qui a obtenu un accord en date du 15 décembre 2010 ;

VU le calendrier des travaux pour la mise en conformité de l'assainissement présenté par ce syndicat et acté dans le dossier réalisé au titre du code de l'environnement et repris dans le contrat pluriannuel d'aide de l'agence de l'eau et du conseil général ;

CONSIDERANT que la station d'épuration du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt a été jugée non conforme à la directive européenne du 21 mai 1991 compte tenu de ses performances de traitement non suffisantes en DCO et MES ;

CONSIDERANT en conséquence que le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt doit réaliser les travaux de mise en conformité de sa station d'épuration dans les meilleurs délais ;

CONSIDERANT que, selon l'échéancier présenté par le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement, la mise en eau du nouvel ouvrage d'épuration est prévue en 2012 ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

ARRETE

Article 1er : Le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt est mis en demeure de mettre en œuvre le programme de travaux afin de permettre le traitement des eaux usées des communes de Bayon et Virecourt. La mise en eau de la station d'épuration doit intervenir avant le 31 décembre 2012.

Article 2 : En cas de non-respect des prescriptions prévues par l'article 1er du présent arrêté, le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt est passible des mesures prévues par l'article L. 216-1 du code de l'environnement, ainsi que des sanctions pénales prévues par les articles L. 216-9, L. 216-10 et L. 216-12 du même code.

En outre, en cas de constat de pollution du cours d'eau récepteur des rejets du système d'assainissement existant, le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt est passible des sanctions prévues par les articles L. 216-6 et L. 216-9, L. 432-2 et L. 432-4 du code de l'environnement, dans les conditions prévues respectivement par les articles L. 216-12 et L. 437-23 du même code.

Article 3 : En vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe-et-Moselle; une copie en sera déposée en mairie de Bayon, et pourra y être consultée.

Un extrait sera affiché dans cette mairie pendant un délai minimum d'un mois.

Article 4 : Ainsi que prévu à l'article L. 216-2 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée à la juridiction administrative (tribunal administratif de NANCY).

Le délai de recours est de :

- pour le syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt, deux mois à compter de la date à laquelle la décision a été notifiée ;

- pour les tiers, un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

Article 5 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle, le sous-préfet de Lunéville, le directeur départemental des territoires de Meurthe-et-Moselle, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Bayon-Virecourt.

Ampliation du présent arrêté sera adressé pour information :

- au directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Lorraine ;

- au directeur général de l'agence régionale de santé ;

- au directeur de l'agence de l'eau Rhin-Meuse ;

- au président du conseil général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 20 octobre 2011

Pour le préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté n° DDT-Energie-hydraulique 2011/027 du 20 octobre 2011 portant règlement d'eau de l'usine « Moulin Battin » sur la rivière Chiers à Villette, au titre de l'article r 214-85 du code de l'environnement - commune de Villette

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code rural;

VU la loi du 16 octobre 1919 modifiée relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique ;

VU le code de l'environnement, livre II, titre Ier, chapitres 1er à 7 ;

VU les articles R. 214-71 à R. 214-84 du code de l'environnement ;

VU l'article R. 214-85 du code de l'environnement ;

VU les pièces de l'instruction ;

ARRETE

Article 1er : Autorisation de disposer de l'énergie

La société HYDROVALOR, représentée par M Jean François CHALOT, est autorisée, dans les conditions du présent règlement et pour une durée de 30 ans, à disposer de l'énergie de la rivière Chiers, code hydrographique B420010C Chiers2 (FRB1R722), pour la mise en jeu d'une entreprise située sur le territoire de la commune de VILLETTE. (département de Meurthe et Moselle) et destinée à la production d'énergie électrique. La puissance maximale brute hydraulique calculée à partir du débit maximal de la dérivation et de la hauteur de chute brute maximale est fixée à 200 kW.

Article 2 : Section aménagée

Les eaux seront dérivées au moyen d'un ouvrage situé à VILLETTE, créant une retenue à la cote normale 198,04 IGN 69.

La hauteur de chute brute maximale sera de 2,25 mètres (pour le débit dérivé autorisé).

Article 3 : Caractéristiques de la prise d'eau

Le niveau de la retenue est fixé comme suit:

- Niveau légal ou niveau normal d'exploitation : 198,04 IGN 69 ;

- Niveau des plus hautes eaux : 198,34 IGN 69 ;

- Niveau minimal d'exploitation : 197,10 IGN 69 ;

Le débit maximal de la dérivation sera de 9 mètres cubes par seconde ;

L'ouvrage de prise du débit turbiné sera constitué comme suit : deux vannes de garde accolées, présentant une largeur libre de 5m00. Le seuil sera établi à 3m75 en contre-bas du niveau légal de la retenue. Ces vannes pourront se lever à la cote (198,74) soit 0,70m au-dessus du niveau légal de la retenue.

Le débit à maintenir dans la rivière, immédiatement en aval de la prise d'eau (débit réservé), ne devra pas être inférieur à 820l/s ou au débit naturel du cours d'eau en amont de la prise si celui-ci est inférieur à ce chiffre.

Les valeurs retenues pour le débit maximal de la dérivation et le débit à maintenir dans la rivière (débit réservé) seront affichées à proximité immédiate de la prise d'eau et de l'usine, de façon permanente et lisible pour tous les usagers du cours d'eau.

Article 4 : Caractéristiques du barrage

Le barrage de prise a les caractéristiques suivantes :

Type : barrage déversoir

Il comprend, en partant de la rive gauche :

1. une passe à poissons à ralentisseur de fond

2. un déversoir en maçonnerie de 28,70m de longueur dont le dessus se trouve à la cote 197,00 et surmonté de rehausses mobiles (madriers de 50m/m) dont le dessus est au niveau de la retenue (198,04)

3. un déversoir en maçonnerie identique au précédent, d'une longueur de 24,25m sur lequel sont placées des aiguilles de 0,04x0,04

4. un déversoir en maçonnerie semblable au premier, avec rehausses mobiles, sur une longueur de 8,37m

5. une vanne de décharge de 5,00m de largeur utile dont le dessus est arasé au niveau de la retenue. Le seuil est placé à la cote 193,89. Elle est disposée de manière à pouvoir se lever à la cote 198,74, soit 0,70m au-dessus du niveau légal de la retenue. La passerelle devra toujours rester accessible aux agents de l'Administration qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux.

Toutes les vannes, rehausses et aiguilles seront disposées de manière à pouvoir être facilement manœuvrées et enlevées..

Article 5 : Mesures de sauvegarde

Les eaux devront être utilisées et restituées en aval de manière à garantir chacun des éléments mentionnés à l'article L. 211-1 du code de l'environnement.

Il est formellement interdit de fonctionner par écluses.

Article 6 : Repère

Un repère définitif et invariable rattaché au nivellement général de la France est scellée dans le parement, rive droite, de l'avant bec en maçonnerie qui sépare la dernière vanne de décharge du barrage des vannes d'entrée des turbines, et à 1,50m de la pointe de l'avant bec. Ce repère sera associé à une échelle limnimétrique. Cette échelle, dont le zéro indique le niveau normal d'exploitation de la retenue, devra toujours rester accessible aux agents de l'administration, ou commissionnés par elle, qui ont qualité pour vérifier la hauteur des eaux. Elle demeurera visible aux tiers. Le permissionnaire sera responsable de sa conservation.

Article 7 : Obligations de mesures à la charge du permissionnaire

Le permissionnaire est tenu d'assurer la pose et le fonctionnement des moyens de mesure ou d'évaluation prévus aux articles 3, 5 et 6, de conserver trois ans les dossiers correspondants et de tenir ceux-ci à la disposition des agents de l'administration, ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée en application de l'article L. 214-8.

Article 8 : Manœuvre des vannes de décharge et autres ouvrages

En dehors des périodes de crues et dans toute la mesure du possible durant ces périodes, la gestion des ouvrages sera conduite de telle manière que le niveau de la retenue ne dépasse pas le niveau normal d'exploitation. Le permissionnaire sera tenu dans ce but de manœuvrer, en temps opportun, les ouvrages de décharge.

Le niveau de la retenue ne devra pas dépasser le niveau des plus hautes eaux ni être inférieur au niveau minimal d'exploitation sauf travaux, chasses ou vidanges. Le permissionnaire devra, de la même façon, manœuvrer les ouvrages prévus à l'article 4 pour que les conditions relatives à la dérivation et à la transmission des eaux soient respectées.

En cas de négligence du permissionnaire ou de son refus d'exécuter les manœuvres prévues au présent article en temps utile, il pourra être pourvu d'office à ses frais, soit par le maire de la commune, soit par le préfet, sans préjudice dans tous les cas des dispositions pénales encourues et de toute action civile qui pourrait lui être intentée à raison des pertes et des dommages résultant de son refus ou de sa négligence.

Article 9 : Chasse de dégravage

L'exploitant pourra pratiquer des chasses de dégravage après demande et accord du service police de l'eau.

Article 10 : Vidanges

L'exploitant pourra pratiquer des vidanges de la retenue après demande et accord du service police de l'eau.

Article 11 : Entretien de la retenue et du cours d'eau

Toutes les fois que la nécessité en sera reconnue et qu'il en sera requis par le préfet, le permissionnaire sera tenu d'effectuer le curage de la retenue dans toute la longueur du remous, sauf l'application des anciens règlements ou usages locaux et sauf le concours qui pourrait être réclamé des riverains et autres intéressés suivant l'intérêt que ceux-ci auraient à l'exécution de ce travail.

Les modalités de curage seront soumises à l'accord du service de la police des eaux après consultation du service départemental de l'ONEMA.

Lorsque la retenue ou les cours d'eau ne seront pas la propriété exclusive du permissionnaire, les riverains, s'ils le jugent préférable, pourront d'ailleurs opérer le curage eux-mêmes et à leurs frais, chacun dans la partie du lit lui appartenant.

Toutes dispositions devront en outre être prises par le permissionnaire pour que le lit du cours d'eau soit conservé dans son état, sa profondeur et sa largeur naturels, notamment en considération des articles L. 215-14 et L. 215-15-1.

Article 12 : Observation des règlements

Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir sur la police, le mode de distribution et le partage des eaux, et la sécurité civile.

Article 13 : Entretien des installations

Tous les ouvrages doivent être constamment entretenus en bon état par les soins et aux frais du permissionnaire.

Article 14 : Dispositions applicables en cas d'incident ou d'accident

Mesures de sécurité civile : le permissionnaire est soumis aux obligations relatives à l'inspection et à la surveillance des barrages intéressant la sécurité civile.

Le permissionnaire doit informer dans les meilleurs délais le préfet et le maire intéressés de tout incident ou accident affectant l'usine objet de l'autorisation et présentant un danger pour la sécurité civile, la qualité, la circulation ou la conservation des eaux.

Dès qu'il en a connaissance, le permissionnaire est tenu, concurremment, le cas échéant, avec la personne à l'origine de l'incident ou de l'accident, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures possibles pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier. Le préfet peut prescrire au permissionnaire les mesures à prendre pour mettre fin au dommage constaté et en circonscrire la gravité, et notamment les analyses à effectuer.

En cas de carences et s'il y a un risque de pollution ou de destruction du milieu naturel, ou encore pour la santé publique et l'alimentation en eau potable, le préfet peut prendre ou faire exécuter les mesures nécessaires aux frais et risques des personnes responsables.

Dans l'intérêt de la sécurité civile, l'administration pourra, après mise en demeure du permissionnaire, sauf cas d'urgence, prendre les mesures nécessaires pour prévenir ou faire disparaître, aux frais et risques du permissionnaire, tout dommage provenant de son fait, sans préjudice de l'application des dispositions pénales et de toute action civile qui pourrait lui être intentée.

Les prescriptions résultant des dispositions du présent article, pas plus que le visa des plans ou que la surveillance des ingénieurs prévus aux articles 16 et 17 ci-après, ne sauraient avoir pour effet de diminuer en quoi que ce soit la responsabilité du permissionnaire, qui demeure pleine et entière tant en ce qui concerne les dispositions techniques des ouvrages que leur mode d'exécution, leur entretien et leur exploitation..

Article 15 : Réserve des droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 16 : Communication des plans

Les plans des ouvrages à établir devront être visés dans les formes prévues aux articles R. 214-71 à R. 214-84.

Article 17 : Exécution des travaux – Récolement - Contrôles

Les ouvrages qui pourraient être imposés ultérieurement seront exécutés avec le plus grand soin, en matériaux de bonne qualité, conformément aux règles de l'art et aux plans visés par le préfet.

Les agents du service chargé de la police des eaux et ceux du service chargé de l'électricité, ainsi que les fonctionnaires et agents habilités pour constater les infractions en matière de police des eaux et de police de la pêche, auront, en permanence, libre accès aux chantiers des travaux et aux ouvrages en exploitation.

Lors du récolement des travaux, procès-verbal en est dressé et notifié au permissionnaire dans les conditions prévues aux articles R. 214-77 et R. 214-78 (44) (45).

A toute époque, le permissionnaire est tenu de donner aux ingénieurs et agents chargés de la police des eaux ou de l'électricité et de la pêche accès aux ouvrages, à l'usine et à ses dépendances, sauf dans les parties servant à l'habitation de l'usiner ou de son personnel. Sur les réquisitions des fonctionnaires du contrôle, il devra les mettre à même de procéder à ses frais à toutes les mesures et vérifications utiles pour constater l'exécution du présent règlement..

Article 18 : Clauses de précarité

Le permissionnaire ne peut prétendre à aucune indemnité ni dédommagement quelconque si, à quelque époque que ce soit, l'administration reconnaît nécessaire de prendre, dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, des mesures qui le privent d'une manière temporaire ou définitive de tout ou partie des avantages résultant du présent règlement .

Article 19 : Modifications des conditions d'exploitation en cas d'atteinte à la ressource en eau ou au milieu aquatique

Si les résultats des mesures et les évaluations prévus à l'article 7 mettent en évidence des atteintes aux intérêts mentionnés à l'article L. 211-1, et en particulier dans les cas prévus aux articles L. 211-3 (II, 1°) et L. 214-4, le préfet pourra prendre un arrêté complémentaire modifiant les conditions d'exploitation, en application de l'article R. 214-17.

Article 20 : Cession de l'autorisation – Changement dans la destination de l'usine

Lorsque le bénéfice de l'autorisation est transmis à une autre personne que celle qui était mentionnée au dossier de la demande d'autorisation, le nouveau bénéficiaire doit en faire la notification au préfet, qui, dans les deux mois de cette notification, devra en donner acte ou signifier son refus motivé.

La notification devra comporter une note précisant les capacités techniques et financières du repreneur et justifiant qu'il remplit les conditions de nationalité prescrites par l'article 26 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et l'article 1er du décret n° 70-414 du 12 mai 1970 concernant la nationalité des concessionnaires et permissionnaires d'énergie hydraulique. Le permissionnaire doit, s'il change l'objet principal de l'utilisation de l'énergie, en aviser le préfet.

Article 21 : Mise en chômage – Retrait de l'autorisation – Cession de l'exploitation – Renonciation à l'autorisation

Indépendamment des poursuites pénales, en cas d'inobservation des dispositions du présent arrêté, le préfet met le permissionnaire en demeure de s'y conformer dans un délai déterminé. Si, à l'expiration du délai fixé, il n'a pas été obtempéré à cette injonction par le bénéficiaire de la présente autorisation, ou par l'exploitant, ou encore par le propriétaire de l'installation s'il n'y a pas d'exploitant, le préfet peut mettre en œuvre l'ensemble des dispositions de l'article L. 216-1 concernant la consignation d'une somme correspondant à l'estimation des travaux à réaliser, la réalisation d'office des mesures prescrites et la suspension de l'autorisation.

Il est rappelé que le contrat d'achat par EDF de l'énergie produite pourra, le cas échéant, être suspendu ou résilié dans les conditions fixées par le décret n° 86-203 du 7 février 1986, modifié par le décret n° 93-925 du 13 juillet 1993, portant application de l'article 8 bis de la loi n° 46-628 du 8 avril 1946 sur la nationalisation de l'électricité et du gaz.

Si l'entreprise cesse d'être exploitée pendant une durée de deux années, sauf prolongation des délais par arrêté complémentaire, l'administration peut prononcer le retrait d'office de l'autorisation et imposer au permissionnaire le rétablissement, à ses frais, du libre écoulement du cours d'eau. Au cas où le permissionnaire déclare renoncer à l'autorisation, l'administration en prononce le retrait d'office et peut imposer le rétablissement du libre écoulement des eaux aux frais du permissionnaire.

Article 22 : Renouvellement de l'autorisation

La demande tendant au renouvellement de la présente autorisation doit être présentée au préfet cinq ans au moins avant la date d'expiration de celle-ci, conformément à l'article 16 de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique et à l'article R. 214-82.

Si l'autorisation n'est pas renouvelée, le permissionnaire peut être tenu de rétablir à ses frais le libre écoulement des eaux, si le maintien de tout ou partie des ouvrages n'est pas d'intérêt général.

Article 23 : Publication et exécution

Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe et Moselle, la sous-préfète de Briey, le directeur départemental des territoires, le maire de la commune de Villette, le chef de l'Onema sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté, qui sera notifié au permissionnaire, publié au Recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché à la mairie de Villette.

Copie en sera également adressée au service chargé de l'électricité.

En outre :

Une copie du présent arrêté d'autorisation sera déposée à la mairie de Villette et pourra y être consultée ;

Un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché à la mairie pendant une durée minimale d'un mois ; une attestation de l'accomplissement de cette formalité sera dressée par le maire et envoyée au préfet ;

Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du permissionnaire..

Article 24 : Le règlement d'eau du 29 juin 1936 est abrogé et remplacé par le présent règlement d'eau.

Nancy, le 20 octobre 2011

Pour Le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA COHESION SOCIALE**SOLIDARITE - INSERTION****Arrêté N° DDCS/SI/2011-126 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame PETRY Patricia)**

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 11 Août 2011 présenté par Madame PETRY Patricia domiciliée 3, rue de Californie 54300 VITRIMONT, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 11 février 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;
 CONSIDERANT que Madame PETRY Patricia satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L. 471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;
 CONSIDERANT que Madame PETRY Patricia justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;
 CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;
 SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame PETRY Patricia domiciliée 3, rue de Californie 54300 VITRIMONT pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
 Pour le Préfet et par délégation,
 Le Secrétaire Général,
 François MALHANCHE

Arrêté N° DDCS/SI/2011-127 du 18 octobre 2011 modifiant et complétant l'arrêté n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste des Mandataires Judiciaires du département de Meurthe-et-Moselle

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU les articles L. 471-2 et L. 474 – 1 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU la loi n° 2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment ses articles 44 et 45 VU la loi n° 2009-526 du 12 mai 2009 de simplification et de clarification du droit et d'allègement des procédures et notamment son article 116, § IV modifiant la loi 2007-308 du 5 mars 2007 ;
 VU le décret n° 2008-1512 du 30 décembre 2008 fixant les modalités d'inscription sur les listes prévues aux articles L 471-2, L 471-3, L 474-1 et L 474-2 du code de l'action sociale et des familles ;
 VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010 fixant la liste provisoire des mandataires judiciaires du département de Meurthe et Moselle ;
 VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-126 du 17 octobre 2011 portant agrément de Madame PETRY Patricia pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
 VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-129 du 17 octobre 2011 portant agrément de Monsieur TRAINA Antoine pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
 VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-130 du 18 octobre 2011 portant agrément de Madame BROCARD Agnès épouse PERI pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
 VU l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2011-131 du 17 octobre 2011 portant agrément de Madame DAHLER Nelly pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs ;
 VU l'arrêté préfectoral n° 33/054/10 du 22/12/2010 modifiant l'arrêté préfectoral n° 732/54/10 du 27 octobre 2010 autorisant la création d'un service de préposés d'établissement Mandataires Judiciaires à la protection des majeurs par le Centre Psychothérapique de NANCY et le procès verbal de visite de conformité du 22 septembre 2011 relatif à l'ouverture du service ;
 VU la déclaration du Centre Hospitalier Intercommunal de Pompey – Lay St Christophe pour la désignation de Mademoiselle DIDILLON Laurene en date du 20/06/2011 et déclarée complète le 21/07/2011 ;
 VU la déclaration du Centre Jacques Parisot de Bainville sur Madon pour la désignation de Madame VILLA REGNIER Claudine en date du 11/07/2011 et déclarée complète le 11/07/2011 ;
 SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : La liste provisoire des personnes habilitées pour être désignées en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs par les juges des tutelles pour exercer des mesures de protection des majeurs au titre de la tutelle, de la curatelle ou du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice, fixée par l'arrêté préfectoral n° DDCS/SI/2010-74 du 16 février 2010, est modifiée et complétée comme suit :

1° Tribunal d'instance de Nancy

a) pendant le délai mentionné au I, II et IV de l'article 44 de la loi du 5 mars 2007 mentionné ci-dessus

III) personnes physiques et service préposés d'établissement,

Sont radiées de la liste les personnes suivantes :

- Mademoiselle CROISSANT Françoise, Madame LELEU Colette, Madame LIENARD Nathalie, préposées du centre Psychothérapique de NANCY, BP11010 54521 LAXOU,

- Madame HATTENBERGER, adjoint administratif à la maison de retraite, rue Paquis des Toiles 54110 ROSIERES AUX SALINES,

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme PETRY Patricia domiciliée 3, rue de Californie 54300 VITRIMONT,

- M. TRAINA Antoine domiciliée 60, rond point Kléber 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

- Mme BROCARD Agnès épouse PERI domiciliée 42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES AUX DAMES

- Mme DAHLER Nelly domiciliée 89, avenue de Strasbourg Rdc BP 10381 54007 NANCY CEDEX

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement :

Sont ajoutés à la liste le service et les personnes suivantes :

- Service de préposés d'établissement du Centre Psychothérapique de Nancy, Bâtiment B, 1 rue du Docteur Archambault BP 11010 54521 LAXOU.

Par convention ce service intervient auprès du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port 3, rue du Jeu de Paume 54210 Saint Nicolas de Port.

- Mademoiselle DIDILLON Laurène préposé d'établissement du Centre Hospitalier Intercommunal Pompey-Lay St Christophe 3, rue de l'avant-garde BP 59 - 54340 POMPEY

- Madame VILLA REGNIER Claudine préposée d'établissement à l'OHS Centre Jacques Parisot – 78, rue Jacques Callot BP 30232 – 54716 BAINVILLE SUR MADON

2° Tribunal d'instance de LUNEVILLE

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

II) Personnes physiques exerçant à titre individuel :

Sont ajoutées à la liste les personnes suivantes :

- Mme PETRY Patricia domiciliée 3, rue de Californie 54300 VITRIMONT,

- M. TRAINA Antoine domiciliée 60, rond point Kléber 54140 JARVILLE LA MALGRANGE

- Mme DAHLER Nelly domiciliée 89, avenue de Strasbourg Rdc BP 10381 54007 NANCY CEDEX

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Est ajouté à la liste le service suivant :

- Service de préposés d'établissement du Centre Psychothérapique de Nancy, Bâtiment B, 1 rue du Docteur Archambault BP 11010 54521 LAXOU.

Par convention ce service intervient auprès du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port 3, rue du Jeu de Paume 54210 Saint Nicolas de Port.

3° Tribunal d'instance de BRIEY

b) au titre de l'article L 471-2 du code de l'action sociale et des familles :

III) Personnes physiques et service préposés d'établissement

Est ajouté à la liste le service suivante :

- Service de préposés d'établissement du Centre Psychothérapique de Nancy, Bâtiment B, 1 rue du Docteur Archambault BP 11010 54521 LAXOU.

Par convention ce service intervient auprès du Centre Hospitalier de Saint Nicolas de Port 3, rue du Jeu de Paume 54210 Saint Nicolas de Port.

Article 2 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet de Meurthe-et-Moselle, soit hiérarchique auprès du Ministre chargé des solidarités et de la cohésion sociale, dans les deux mois à compter de sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif, 5 place Carrière CO 38 - 54036 NANCY CEDEX, également dans un délai de deux mois à compter de la notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite

Article 3 : Une ampliation du présent arrêté sera notifiée :

- aux intéressés

- aux procureurs de la République près les tribunaux de grande instance de NANCY et de BRIEY

- aux juges des tutelles – tribunaux d'instance de NANCY, LUNEVILLE et BRIEY

Article 4 : Le secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et le directeur départemental de la Cohésion Sociale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté N° DDCS/SI/2011-129 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Monsieur TRAINA Antoine)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 26 mai 2011 présenté par Monsieur TRAINA Antoine domicilié 60, rond point Kléber 54140 JARVILLE LA MALGRANGE en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et de Lunéville.

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 7 Octobre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Monsieur TRAINA Antoine satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Monsieur TRAINA Antoine justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité.

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR PROPOSITION du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Monsieur TRAINA Antoine domicilié 60, rond point Kléber 54140 JARVILLE LA MALGRANGE pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans les ressorts des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté N° DDCS/SI/2011-130 du 18 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame BROCARD Agnès)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 09 Septembre 2011 présenté par Madame BROCARD Agnès épouse PERI domiciliée 42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES AUX DAMES, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 7 Octobre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame BROCARD Agnès épouse PERI satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame BROCARD Agnès épouse PERI justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame BROCARD Agnès épouse PERI domiciliée 42, rue Saint Antoine 54136 BOUXIERES AUX DAMES, pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort du tribunal d'instance de Nancy.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort du tribunal d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 18 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

Arrêté N° DDCS/SI/2011-131 du 17 octobre 2011 portant agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (Madame DAHLER Nelly)

Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code de l'action sociale et des familles, notamment les articles L. 472-1 et L. 472-2, R. 472-1 et R. 472-2 ;

VU la loi n°2007-308 du 5 mars 2007 portant réforme de la protection juridique des majeurs, notamment son article 44 ;

VU le schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine arrêté le 27 avril 2010 ;

VU le dossier déclaré complet le 16 septembre 2011 présenté par Madame DAHLER Nelly domiciliée 89, avenue de Strasbourg RDC BP 10381 - 54007 NANCY CEDEX, en vue d'obtenir l'agrément pour l'exercice à titre individuel de l'activité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs, destinée à exercer des mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle, de la tutelle dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville ;

VU l'arrêté N°DDCS/SI/2010-74 du 16 Février 2010 fixant la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs ;

VU l'avis favorable en date du 7 Octobre 2011 du Procureur de la République près le tribunal de grande instance de Nancy ;

CONSIDERANT que Madame DAHLER Nelly satisfait aux conditions de moralité, d'âge, de formation et d'expérience professionnelle prévues par les articles L.471-4 et D. 471-3 du code de l'action sociale et des familles ;

CONSIDERANT que Madame DAHLER Nelly justifie d'une assurance en responsabilité civile dont les garanties sont susceptibles de couvrir les dommages que pourraient subir les personnes protégées du fait de son activité ;

CONSIDERANT que l'agrément s'inscrit dans les objectifs et répond aux besoins du schéma des mandataires judiciaires à la protection des majeurs et des délégués aux prestations familiales de Lorraine ;

SUR proposition du Directeur Départemental de la Cohésion Sociale ;

ARRETE

Article 1er : L'agrément mentionné à l'article L 472-1 du code de l'action sociale et des familles est accordé à Madame DAHLER Nelly domiciliée 89, avenue de Strasbourg RDC BP 10381 - 54007 NANCY CEDEX pour l'exercice à titre individuel en qualité de mandataire judiciaire à la protection des majeurs de mesures de protection des majeurs au titre du mandat spécial auquel il peut être recouru dans le cadre de la sauvegarde de justice ou au titre de la curatelle ou de la tutelle, dans le ressort des tribunaux d'instance de Nancy et Lunéville.

L'agrément vaut inscription sur la liste des mandataires judiciaires à la protection des majeurs pour le ressort des tribunaux d'instance susmentionnés.

Article 2 : Tout changement concernant la nature et la consistance des garanties prévues par l'assurance en responsabilité civile, tout changement de catégorie de mesures de protection exercées ainsi que toute évolution du nombre de personnes qui exercent auprès du mandataire judiciaire à la protection des majeurs les fonctions de secrétaire spécialisé donnent lieu à un nouvel agrément dans les conditions prévues aux articles R. 471-1 et R. 472-2 du code de l'action sociale et des familles.

Article 3 : Dans les deux mois de sa notification ou de sa publication, le présent arrêté peut faire l'objet soit d'un recours gracieux devant le préfet de Meurthe et Moselle, soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif, 5 Place Carrière – CO 38 - 54036 NANCY CEDEX.

Article 4 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de Meurthe et Moselle et le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale de Meurthe et Moselle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au demandeur et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 17 octobre 2011

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,
François MALHANCHE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE LA POLICE AUX FRONTIERES DE MEURTHE-ET-MOSELLE

Arrêté du 26 octobre 2011 portant subdélégation de signature en cas d'absence ou d'empêchement de M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la Police Aux Frontières de Meurthe-et-Moselle

Le Directeur Départemental,

VU

- la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,
- le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle-Calédonie,
- la note de service numéro 38/2009 en date du 31 août 2009 M. Miguel FABBRI, Commandant de Police, directeur départemental de la police aux frontières de Meurthe-et-Moselle,
- l'arrêté préfectoral n° 11.BI...101 en date du 22 août 2011 portant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de Meurthe-et-Moselle ainsi que l'ensemble des textes visés par cet arrêté,

ARRETE

Article 1er : En application de l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 11.BI. 101 en date du 22 août 2011 accordant délégation de signature à M. Miguel FABBRI, directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle à l'effet de signer les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L. 531-1 et L. 531-2 du code de l'entrée et le séjour des étrangers et du droit d'asile, délégation est donnée à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et compétences, à l'agent suivant :

- M. Laurent GALLIC, Capitaine de Police, directeur départemental adjoint pour signer les décisions de remise aux autorités compétentes de Belgique et du Luxembourg prévues aux articles L. 531-1 et L. 531-2 du code de l'entrée et le séjour des étrangers et du droit d'asile,

Article 2 : Le directeur départemental de la Police aux Frontières de Meurthe-et-Moselle est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont copie sera adressée à Mme la directrice départementale des finances publiques de Meurthe-et-Moselle.

Mont-Saint-Martin, le 26 octobre 2011

Pour le Préfet et par délégation,
Le Directeur Départemental de la PAF de Meurthe-et-Moselle,
Le Commandant de Police Miguel FABBRI.

AUTRES SERVICES

RESEAU FERRE DE FRANCE

Décision du 28 septembre 2011 prononçant le déclassement du domaine public ferroviaire d'un terrain bâti à LONGUYON

Le Président du Conseil d'Administration,

VU le code des transports ;

VU la loi n°97-135 du 13 février 1997 modifiée portant création de l'établissement public " Réseau Ferré de France " en vue du renouveau du transport ferroviaire, et notamment son article 5 ;

VU le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment son article L. 2141-1,

VU le décret n°97-444 du 5 mai 1997 modifié relatif aux missions et aux statuts de Réseau Ferré de France, et notamment son article 39 ;

VU le décret n°97-445 du 5 mai 1997 portant constitution du patrimoine initial de l'établissement public Réseau Ferré de France ;

VU le décret du 7 septembre 2007 portant nomination du Président de Réseau Ferré de France ;

VU la délibération du conseil d'administration de Réseau ferré de France en date du 29 novembre 2007 portant délégation de pouvoirs au président et fixant les conditions générales des délégations au sein de l'établissement ;

VU la décision du 16 mai 2011 portant organisation générale de Réseau ferré de France ;

VU la décision du 11 juillet 2011 portant délégation de pouvoirs au Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 2 avril 2004 portant nomination de Monsieur Philippe LAUMIN en qualité de Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne ;

VU la décision du 28 février 2008 portant délégation de signature à Monsieur Bertrand WAHL en qualité de Chef du Service de l'Aménagement et Patrimoine ;

CONSIDÉRANT que le bien n'est plus affecté à un service public ou à l'usage direct du public,

DECIDE

Article 1er : Les terrains nus sis à LONGUYON (Meurthe-et-Moselle) tels qu'ils apparaissent dans le tableau ci-dessous et sur les plans joints à la présente décision figurant sous teinte jaune (1), sont déclassés du domaine public ferroviaire.

Commune	Lieu-dit	Références cadastrales		Surface (m²)
		Section	Numéro	
LONGUYON		AR	469	15344
LONGUYON		AR	375	939
LONGUYON		AR	468	1498
LONGUYON		AR	467	3435
			TOTAL	21216

Article 2 : La présente décision sera affichée en mairie de LONGUYON et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de Nancy ainsi qu'au Bulletin Officiel de Réseau Ferré de France consultable sur son site Internet (<http://www.rff.fr/>).

Strasbourg, le 28 septembre 2011

Pour le Président et par délégation,
Le Directeur Régional Alsace-Lorraine Champagne-Ardenne,
Philippe LAUMIN
Par délégation,
Le Chef du Service Aménagement et Patrimoine,
Bertrand WAHL

(1) Ce plan, ainsi que les éventuelles annexes à la présente décision peuvent être consultés auprès de NEXITY Agence NSPM / Strasbourg 17, rue de la Haute Montée - 67000 STRASBOURG.

CENTRE HOSPITALIER UNIVERSITAIRE DE NANCY

Délégation de signature du 11 octobre 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de NANCY :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret en date du 28 avril 2008 le nommant Directeur Général du C.H.U. de NANCY,

Article 1er : En matière de gestion du personnel, donne délégation à Madame Geneviève LEFEBVRE, titulaire de la délégation générale de signature, pour la signature des mémoires en justice ainsi que pour les décisions administratives suivantes :

- fixation des tableaux d'avancement de grade et des listes d'aptitude,
 - confirmation ou infirmation d'une notation dans le cadre de la procédure de révision de note,
 - sanction disciplinaire,
- concernant l'ensemble des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière.

Article 2 : En matière de gestion du personnel et de la formation, en dehors des décisions administratives sus énoncées et celles visées aux articles 4 et 5, donne délégation à Madame Diane PETTER, Directrice des Ressources Humaines pour signer aux nom et place du Directeur Général, les pièces administratives relatives :

- aux courriers, attestations, actes et décisions, à caractère général ou individuel, en matière de gestion des personnels contractuels, stagiaires et titulaires des catégories A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière ainsi que des agents sous contrat d'apprentissage, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Article 3 : En l'absence de Madame Diane PETTER, la délégation visée à l'article 2 est donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE et Monsieur Charles ROESCH, Attaché d'Administration Hospitalière.

Article 4 : En matière de notation administrative (fixation de la notation chiffrée sur la feuille de notation individuelle) donne délégation :

a) pour l'ensemble des personnels de catégorie A, B et C relevant de la Fonction Publique Hospitalière qui leur sont rattachés, aux Directeurs suivants :

- Monsieur Florent CAVELIER
- Madame Pascale BASTIEN-KÉRE
- Monsieur Philippe BOULANGÉ
- Mademoiselle Anne-Lucie BOULANGER
- Madame Françoise BRUNEAUD
- Monsieur Mickaël DUWOYE
- Madame Vanina DUWOYE
- Monsieur Jacques DUDREUILH
- Monsieur Frédéric GROSSE
- Monsieur Xavier HUARD
- Mademoiselle Clémence MAINPIN
- Madame Diane PETTER
- Madame Liliane ROUX
- Monsieur Pascal TAFFUT
- Mademoiselle Julie THUILLEAUX
- Madame Laurence TOURRE
- Madame Laurence VERGER
- Madame Isabelle VIDREQUIN
- Monsieur Eric ZURCHER

b) pour les personnels des écoles et instituts qui leur sont rattachés, aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Madame Marie-France GAUROIS
- Monsieur Alain VIAUX
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT
- Madame Sylvia PERRIN OZZA
- Madame Véronique PIERSON

- Monsieur Jean-Maurice PUGIN
- Madame Marie-Christine SCHONS
- Monsieur Gérard THOMAS

c) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux ingénieurs et responsables des services techniques suivants :

- Mademoiselle Laure DELERY
- Monsieur Jean-Paul GASSMANN
- Monsieur Richard PEREZ
- Monsieur Jean Louis PEROT

d) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Attaché(e)s d'Administration Hospitalière suivant(e)s de la direction de la facturation suivant(e)s :

- Madame Marie-José BICHET
- Madame Colette HOURMAN

e) pour les personnels qui leur sont rattachés, aux Cadres Supérieurs de Santé des pôles médicaux et médico-techniques suivants :

- Madame Christine LAVOIVRE
- Monsieur Patrick AUBLET-CUVELIER
- Madame Marie-José DONO
- Madame Annie CHERY
- Madame Patricia CHANET
- Madame Françoise RICHARD
- Madame Jocelyne DAWINT
- Madame Isabelle CASTIN
- Madame Véronique KLEIN
- Monsieur Gilles FERQUEL
- Monsieur Michel PICHON
- Madame Sophie POTTIER
- Madame Eliane BAUMANN

Dans le cadre de la délégation donnée en b), c), d), et e) les directeurs cités en a) conservent un droit d'évocation et de réformation de la notation pour les personnels qui leur sont rattachés.

Donne délégation à Madame Diane PETTER pour modifier toute notation chiffrée définitive qui ne serait pas conforme à la note de service annuelle de cadrage du Centre Hospitalier Universitaire.

Article 5 : En matière de gestion de proximité du personnel, donne délégation de signature aux bénéficiaires visés à l'article précédent pour tous les agents qui leur sont rattachés, pour les décisions administratives relevant de la gestion de proximité du personnel : tableaux de service, autorisations spéciales d'absence, congés annuels, assignations individuelles en cas de mise en œuvre du service minimum.

Délégation est également donnée, en matière d'établissement des tableaux de service, autorisations spéciales d'absence et congés annuels aux Directeurs des Soins et aux Cadres administratifs, soignants, médico-techniques et techniques en ce qui concerne les personnels placés sous leur autorité. Un droit d'évocation et de réformation des décisions est par ailleurs accordé aux différents échelons de la hiérarchie.

Article 6 : En matière de gestion administrative des écoles et instituts du CHU, donne délégation de signature aux Directeurs des Soins et Cadres Supérieurs de Santé chargés de la direction d'une école ou d'un institut de formation suivants :

- Monsieur Alain VIAUX pour l'Institut de Formation des Cadres de Santé
- Monsieur Jean Michel KLEFFERT pour l'Institut de Formation Régional des Ambulanciers
- Madame Sylvia PERRIN OZZA pour l'Institut de Formation des Aides Soignants
- Madame Véronique PIERSON pour l'Institut de Formation en Soins Infirmiers de Lillois
- Monsieur Jean-Maurice PUGIN pour l'Institut de Formation des Manipulateurs d'Electroradiologie Médicale et pour l'école de puériculture
- Madame Marie-Christine SCHONS pour l'école d'Infirmiers de Bloc Opératoire et Institut de formation de Soins Infirmiers de Brabois
- Monsieur Gérard THOMAS pour l'école d'Infirmiers Anesthésistes
- Madame Marie-France GAUROIS pour l'Institut de Formation d'Auxiliaires de Puériculture

Article 7 : Donne délégation à Madame Françoise ABEL, Madame Michèle LLORCA, Monsieur Charles ROESCH, Monsieur Nicolas SAUFFROY, Monsieur Gérard UMLOR et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière et à Madame Martine LANG, Monsieur Michaël HACQUARD et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des cadres Hospitaliers pour signature des contrats à durée déterminée, des attestations et des courriers adressés à titre d'information ou dans le cadre d'instruction des dossiers en ce qui concerne les personnels et les matières relevant de leur compétence.

Donne délégation secondaire à Madame Michèle LLORCA et Madame Françoise ABEL pour la signature des contrats d'engagement entre le C.H.U. de Nancy et les prestataires de service intervenant dans le cadre de missions de remplacement de personnel.

Délégation est également donnée à Monsieur Charles ROESCH et Monsieur Patrick ALBERT, Attachés d'Administration Hospitalière, et Monsieur Michaël HACQUARD, et Madame Fatima HADDINE, Adjoints des Cadres Hospitaliers, pour signature des assignations dans le cadre du service minimum en cas de grève.

Article 8 : En matière de délégation d'engagement et de liquidation de dépenses, donne délégation principale à Madame Diane PETTER, pour l'ensemble des comptes relevant des dépenses du personnel relevant de la Fonction Publique Hospitalière, sous Contrat d'Accompagnement dans l'Emploi, ou sous contrat d'apprentissage, contrat avenir ou contrat unique d'insertion.

Une délégation secondaire est également donnée à Madame Geneviève LEFEBVRE, Directrice Générale Adjointe.

La liste des comptes concernés est communiquée aux bénéficiaires de la délégation. Elle est également communiquée au Comptable du C.H.U.

Article 9 : La délégation octroyée est assortie de l'obligation pour les titulaires :

- de respecter les procédures réglementaires,
- de n'engager les dépenses que dans la limite des crédits autorisés et notifiés par le Directeur des Finances,
- de rendre compte à la Direction Générale des opérations effectuées dans le cadre de la présente délégation.

Article 10 : Les titulaires de la présente délégation ont la responsabilité des opérations qu'ils effectuent dans le cadre de leur délégation.

A ce titre, ils sont chargés d'assurer le contrôle de l'ensemble des agents qui interviennent dans les procédures concernées.

Article 11 : Cette délégation prendra effet à sa date de publication.

Elle sera publiée au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 11 octobre 2011

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

Délégation de signature du 25 octobre 2011

Monsieur Philippe VIGOUROUX, Directeur Général, Président du Directoire, du C.H.U. de NANCY :

VU la loi n° 2009-879 du 22 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative à la santé, aux patients et aux territoires,
VU la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

VU le décret n° 2009-1765 du 30 décembre 2009 relatif au directeur et aux membres du directoire des établissements publics de santé,
VU le décret n° 2011-846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,
VU le décret n° 2011-847 du 18 juillet 2011 relatif aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,
VU le décret du 28 avril 2008 le nommant directeur général du CHU de Nancy,

Article 1er : Donne délégation à Monsieur Xavier HUARD, directeur adjoint, pour signer en son nom et place tous les documents administratifs relatifs aux soins sans consentement en psychiatrie, dans le cadre de la loi du 5 juillet 2011.

Article 2 : Dans les termes de l'article 1, et en l'absence de Monsieur Xavier HUARD, délégation secondaire est donnée à Mesdames Liliane ROUX, Julie THUILLEAUX et Isabelle VIDREQUIN, directrices adjointes, à Monsieur Frédéric GROSSE, directeur adjoint, à Madame Colette HOURMAN et Monsieur Patrick MILLET, attachés d'administration hospitalière, à Monsieur Gérard PETIT, adjoint des cadres, et à Monsieur Patrice VELLE, adjoint administratif.

Article 3 : Dans les termes de l'article 1, délégation secondaire est donnée à l'ensemble des personnels de direction, agissant dans le cadre des gardes de direction qu'ils assurent conformément aux tableaux de garde arrêtés par le directeur général.

Article 4 : La présente délégation se substitue à la délégation du 1er août 2011.

Elle prend effet à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 25 octobre 2011

Le Directeur Général,
Président du Directoire,
Philippe VIGOUROUX

AVIS ET COMMUNICATIONS

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES TERRITOIRES

AMENAGEMENT DURABLE, URBANISME ET RISQUES

Unité affaires transversales et contentieux

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 55422 du 20 octobre 2011 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Ludres

Par arrêté préfectoral n° 55422 en date du 20 octobre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue de la restructuration Ludres C0011 Messein Ludres, sur la commune de LUDRES.

Avis de parution de l'arrêté préfectoral n° 57653 et 60284 du 21 octobre 2011 1 autorisant Electricité de France à exécuter des travaux sur la commune de Manonville

Par arrêté préfectoral n° 57653 et 60284 en date du 21 octobre 2011, Electricité de France a été autorisée à exécuter les travaux en vue du renforcement de réseau déposé un H61, pose d'un PSSA et extension basse tension faubourg St Claude, sur la commune de MANONVILLE.

AUTRES SERVICES

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL METZ-THONVILLE

DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DES RELATIONS SOCIALES

Avis de concours externe sur titres de cadre de santé pour le recrutement de cadre de santé, filière infirmière, en date du 28 septembre 2011

Un concours externe sur titres est ouvert au Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville, en application de l'article 2 du décret n° 2001-1375 du 31 décembre 2001 portant statut particulier du corps des cadres de santé de la fonction publique hospitalière modifié, en vue de pourvoir le poste suivant vacant dans cet établissement :

- deux postes de cadre de santé, filière infirmière

Peuvent être admis à concourir les candidats :

- titulaires des diplômes ou titres requis pour être recrutés dans les corps régis par le décret n° 88-1077 du 30 novembre 1988, portant statuts particuliers des personnels infirmiers de la fonction publique hospitalière,

- titulaires du diplôme de cadre de santé ou certificat équivalent,

- ayant exercé dans le secteur privé ou public, une activité professionnelle de même nature et équivalente à celle des agents appartenant aux corps précités pendant au moins cinq ans à temps plein ou une durée de cinq ans d'équivalent temps plein.

Les candidats titulaires des certificats cités à l'article 2 du décret n°95-926 du 18 août 1995 portant création du diplôme de cadre de santé sont dispensés de la détention du diplôme de cadre de santé.

Les dossiers de candidature sont à retirer au :

Centre Hospitalier Régional Metz-Thionville
Cellule des Qualifications Professionnelles
1 rue du Friscaty
B.P. 60327 - 57126 THIONVILLE

Le dossier, dûment rempli et accompagné des pièces demandées, est à déposer ou à envoyer par courrier recommandé (le cachet de la poste faisant foi) à l'adresse ci-dessus ;

au plus tard 2 mois à compter de la date de publication de cet avis.

Metz, le 28 septembre 2011

Le Directeur Adjoint des Ressources Humaines et des Relations Sociales,
Philippe BOUC

